

*Proletaires
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !*

Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste léniniste

N°33

5F

pour le socialisme

SEMAINE DU 5 AU 11 MARS 1981

7 ans
ça suffit !



Productions
de tous les jours,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !
Organe central
du Parti
Communiste Internationaliste
marxiste-léniniste

pour le socialisme

HEBDOMADAIRE

SEMAINE DU 5 AU 11 MARS 1981

N° 33 - 5 F

Directeur de publication : R. Rodriguez

Commission paritaire : n° 62 712

Imprimerie IPCC (Paris)

Pour toute correspondance
écrire à :

POUR LE SOCIALISME
c/o FRONT ROUGE
BP 68
Paris 75 019

Compte bancaire :
BNP 271 - 659 - 66

Abonnez-vous
à *Pour le Socialisme*

Productions
de tous les jours,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !
Organe central
du Parti
Communiste Internationaliste
marxiste-léniniste

pour le socialisme

20 numéros : 100 F
1 an : 200 F



7 ans,
vraiment,
ça suffit !
Les mesures
sociales
de Giscard
ne sont que
des effets en
trompe-l'œil
comme seuls
savent le faire
les
illusionnistes

SOMMAIRE

4 économie

CHOSE PROMISE, CHÔMDU : « La France devrait connaître durant le premier semestre 1981 une forte accélération du nombre de demandeurs d'emploi ». Telle est la conclusion d'une récente étude de l'INSEE. Autant dire que le nouveau record de chômeurs atteint aujourd'hui risque d'être rapidement dépassé. Va-t-on vers les 3 millions de chômeurs avec la politique barriste ?

5-6 politique

GISCARD L'ILLUSIONNISTE : périodiquement, le gouvernement octroie des « aides » et autres « allocations exceptionnelles » à diverses catégories « défavorisées ». D'un impact social faible, ces miettes jouent un rôle politique non négligeable, en créant des catégories d'assistés, en regard desquelles les non-assistés sont priés de se sentir privilégiés.

7-8 politique

VOYAGE A L'INTERIEUR DES URNES : en 1978, une majorité d'électeurs français se considérait comme de gauche. Pourtant, c'est la droite qui l'a emporté. A partir de l'enquête électorale la plus complète qui ait été réalisée, cinq chercheurs en sciences politiques se sont attachés à expliquer ce paradoxe. Ils démontrent, chiffres en main, l'existence d'un électorat conservateur et de deux électorats de gauche, et le rôle décisif de la possession d'un patrimoine dans les décisions de vote. Mais ils montrent aussi combien la gauche est en essor dans les forces vives du pays.

9 12 immigrés

VITRY : UN RASSEMBLEMENT D'UNITE ET DE LUTTE : un millier de personnes ont participé à Vitry aux assises locales sur l'immigration. Une journée réus-

sie qui concrétise un travail en commun de nombre de militants de la ville.



13 immigrés

LEVALLOIS-PERRET : 0,1 % DU BUDGET MUNICIPAL POUR LES IMMIGRES : une étude réalisée par la municipalité de Levallois-Perret (et qui n'était pas destinée à publication) fait le compte du coût réel de l'aide sociale aux travailleurs immigrés. Des chiffres qui démentent la campagne du PCF tendant à présenter les immigrés comme une « charge écrasante » pour les communes.

14 luttés

LES SANS-GRADE DE L'INFORMATIQUE : depuis plus de huit semaines, les dactylocodeuses de l'INSEE de Nantes sont en grève. Notre correspondant a enquêté sur leurs conditions de travail.

15 syndicats

4^e CONGRES DE L'UR CFDT DE BASSE-NORMANDIE : c'est les 27 et 28 février que s'est déroulé à Saint-lô dans la Manche le 4^e congrès de l'UR CFDT de Basse-Normandie. Edmond Maire avait fait le voyage pour assister aux travaux de cette région, l'une des rares en France où la CFDT est majoritaire. Trois priorités avaient été définies deux ans plus tôt au 3^e congrès : les hors-statuts, le nucléaire et les restructurations industrielles. Le 4^e congrès a surtout examiné les freins et les obstacles pour faire passer ces orientations dans la vie.

16-17 inter



L'ESPAGNE PERPLEXE : la situation semble être revenue à la normale en Espagne, plus d'une semaine après la tentative de putsch. Mais cette tentative même, et ce qui l'a rendue possible, soulève de nombreuses questions sur l'évolution prévisible du régime espagnol.

18 livres

A LA RECHERCHE D'UNE IDENTITE POLITICO-SYNDICALE : l'évolution de la CFTE en CFDT, c'est le thème du livre de Paul Vignaux, l'un des artisans de cette évolution, qu'il analyse à travers l'histoire du courant *Reconstruction*.

19 interview

AGENCE DE PRESSE LYCENNE : UN AN D'EXISTENCE : touchant près de 150 lycées et LEP, l'Agence de Presse Lycéenne existe depuis presque un an. Des animateurs de l'APL nous ont expliqué l'origine et le développement de cette forme originale de regroupement des lycéens, et aussi les questions qui se posent à eux aujourd'hui.

20 inter



BRESIL : « ET DIX LULA SE LEVERONT » : c'est le commentaire qu'a fait le syndicaliste brésilien Lula à l'annonce de sa condamnation à 3 ans et demi de prison.

7 ans ça suffit !

NOUS voilà avec un nouveau candidat à l'élection présidentielle. Pas un « *président-candidat* », non un « *citoyen-candidat* ». Un citoyen comme les autres, dont la déclaration de candidature est diffusée intégralement, à une heure d'intervalle, par les trois stations de radio et les deux chaînes de télévision nationales... Se servir — largement — des prérogatives présidentielles pour postuler à un nouveau mandat, sans doute est-ce là un des signes de la continuité qu'entend assurer Giscard.

Il y en a d'autres, et ceux de ses partisans, tels les radicaux, qui souhaitent un second septennat « *novateur* », voire « *différent* », devront se faire une raison : c'est bien sous le signe de la continuité que Giscard entend mener campagne. Une continuité politique qui n'exclut pas, le paradoxe n'est qu'apparent, des thèmes de campagne radicalement nouveaux.

ANNONÇANT sa première candidature de sa mairie de Chamalières, en avril 74, Giscard s'adressait directement, en les citant, à ces partis qu'il affecte de mépriser maintenant. Il lançait des appels « *à ceux qui ont en commun, malgré des divergences, des principes politiques fondamentaux et qui refusent la société bureaucratique* », alors qu'il s'en prend aujourd'hui à « *cette opposition identique à elle-même, avec les mêmes dirigeants acharnés depuis 1958 dans leur lutte contre la V^e République* ». Il disait vouloir faire de la France « *un pays modèle de justice et de progrès social, de respect des règles démocratiques, de protection de la liberté de chacun* ». S'il parle encore de liberté, c'est de la liberté d'entreprise qu'il s'agit, et « *l'organisation de la sécurité* » se substitue au « *respect des règles démocratiques* ».

La modification du langage n'est pas fortuite. Candidat nouveau en 1974, Giscard s'était affublé d'un masque « libéral » susceptible de lui rallier les voix de quelques opposants au régime gaulliste-pompidolien. Masque vite abandonné après que fut commencée cette « *ère nouvelle de la politique* » que devait marquer son élection. Président, Giscard a en effet mené, singulièrement dans les cinq dernières années, une politique proprement réactionnaire. A nouveau candidat, il entend jouer cette fois-ci la carte de l'ordre et de la peur.

Un de ses pseudo-ancêtres prédisait le déluge après sa disparition. Giscard, lui, annonce « *la décadence politique et économique* » qui suivrait son départ. Il s'adresse en priorité à ceux qui l'ont « *soutenu* » dans « *ces temps difficiles* » — allusion à l'électorat majoritaire de mars 1978 comme à ceux qui « *ne sont pas les plus bruyants* », dont la vie « *n'est pas la plus aisée* ». Quant aux autres, ce sont ceux pour qui « *la crise économique, avec les mécontentements et les inquiétudes qu'elle entraîne, pèse sur les esprits* ».

Cette modification des thèmes de campagne est somme tout logique : le vernis « libéral » de 1974 n'a pas fait long feu, seuls quelques marginaux de l'UDF persistant à présenter Giscard comme le symbole du changement. Par contre, la crise est là, avec son cortège de misère et d'inquiétudes pour les lendemains. En décrivant un changement de pouvoir comme apocalyptique, Giscard d'Estaing tente de miser sur des réflexes de peur bien connus, qui poussent à hésiter devant le changement.

Il prédit la catastrophe. Mais la catastrophe, c'est lui !

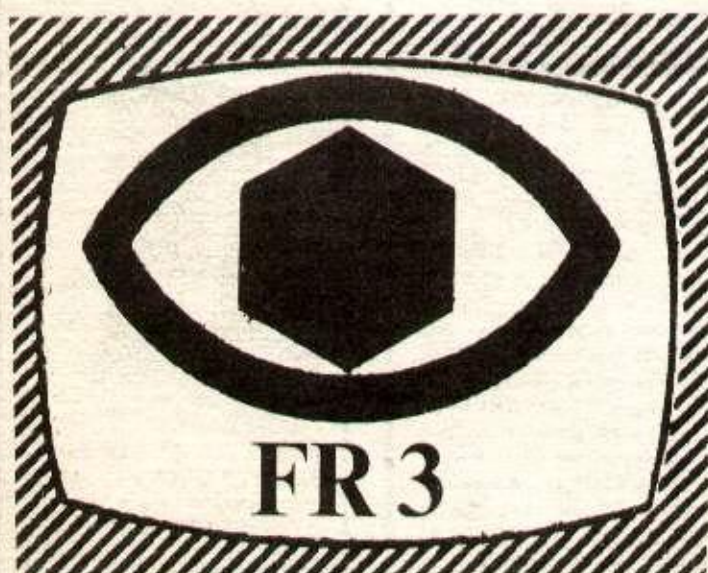
La catastrophe — pour les masses populaires, bien sûr, pas pour les patrons — ce sont ces deux millions de travailleurs jetés au chômage par l'assainissement et les restructurations de l'économie. Et si cette politique continue, il y aura deux millions et demi de chômeurs en 1985, prévoient les experts gouvernementaux eux-mêmes, et 3 millions à la fin du septennat.

La catastrophe, c'est cette politique économique « libérale », qui ne donne de libertés qu'aux prix — vers la hausse évidemment — dans le même temps où le « libre » jeu de la concurrence conduit les patrons à inventer de nouvelles manières de pressurer les travailleurs, au travers du développement énorme de l'intérim, par exemple.

La catastrophe, c'est cette réduction progressive et insidieuse des libertés, la loi anti-casseur appliquée à grande échelle, la Cour de sûreté de l'Etat fonctionnant sans relâche, et déjà la loi Peyrefitte en application.

MONSIEUR d'Estaing entend développer la peur du changement. Mais, quoiqu'on pense par ailleurs des propositions de Mitterrand, puisque c'est lui que Giscard situe comme l'adversaire numéro un de sa campagne, une chose est sûre : sept nouvelles années du même pouvoir, c'est inmanquablement une situation politique et sociale pire encore que celle que nous connaissons. Un chômage accru, un pouvoir d'achat bloqué, des libertés comprimées : telles sont les certitudes que nous promet la continuité giscardienne. Là est la menace, là est le chaos.

Nicolas DUVALLOIS



**Mercredi 11 mars
à 18 h 55
la parole au
Parti Communiste Révolutionnaire**

La politique giscardienne de l'emploi

CHOSE PROMISE... CHÔMDU !

Giscard, en 1974, déclarait avoir
comme préoccupation première
la défense de l'emploi

« La France devrait connaître durant le premier semestre de 1981 une forte accélération du nombre de demandeurs d'emploi », telle est la conclusion d'une récente et très officielle étude de l'INSEE sur la situation et les perspectives de l'économie française.

Ainsi, le chiffre record actuellement enregistré de demandes d'emploi non satisfaites va se trouver rapidement dépassé du fait de la décroissance des effectifs dans la plupart des grands secteurs de l'activité économique. Un des résultats de la politique Giscard-Barre...

Par Julien ESTEVE

Il y a moins d'un an, le gouvernement croyait pouvoir annoncer une « décélération du rythme d'accroissement des demandes d'emploi non satisfaites ». Belle formule pour laisser croire que le chômage continuait à augmenter, il le faisait désormais plus lentement. Un acquis, en quelque sorte, de la politique gouvernementale...

Un an après, on doit déchanter, une fois de plus.

1 561 700 demandes d'emploi officiellement recensées (1) fin janvier 1981, soit une augmentation de 13,3 % sur l'année précédente. Bon an, mal an, le chômage continue sa course imperturbable depuis 1975 à un taux quasiment régulier de 13-15 % l'an.

Justification

A une situation aussi désastreuse, le gouvernement a sa réponse.

L'accroissement du chômage serait tout simplement la conséquence du fait démographique. Voyez-vous, il se présente chaque année plus de jeunes sur le marché du travail qu'il n'y a de travailleurs qui atteignent l'âge de la retraite ou de travailleurs immigrés que l'on parvient à mettre à la porte.

Autrement dit, il y a chaque année un volant supplémentaire de population active à employer.

Mais en quoi ce phénomène est-il particulièrement nouveau ? N'a-t-il pas joué de la même manière dans les années antérieures ? Et y aurait-il accroissement du chômage s'il y avait augmentation des postes de travail offerts ?

En fait l'argumentation gouvernementale, axée sur le fait démographique, masque la cause fondamentale de la forte croissance du chômage dans les dernières années



Giscard-Barre ne veut pas retarder l'élimination des « canards boiteux » : le chômage ne cesse de croître

à savoir la diminution régulière, depuis 1975, des effectifs employés dans l'ensemble des activités économiques.

Baisse des effectifs employés

On sait généralement que l'agriculture perd chaque année des dizaines de milliers de bras. Mais ce que l'on sait moins c'est que le secondaire, autrefois créateur d'emplois voit désormais son personnel employé décroître régulièrement. Et ce à un rythme qui va croissant. Nous avons porté dans le tableau ci-contre les soldes — positifs ou négatifs — de créations nettes (2) d'emploi dans les différents secteurs de la vie économique.

Jusqu'en 1974, la création de postes de travail nouveaux dans le

secondaire (l'industrie essentiellement) et le tertiaire compense largement les pertes d'emplois dans l'agriculture. Chaque année, en moyenne, 90 000 postes nouveaux sont offerts sur le territoire national.

A partir de 1975, la tendance se renverse. Le secondaire voit ses effectifs diminuer chaque année de 90 000, puis de 124 000 personnes par an. Et le solde général de création d'emplois devient négatif. Ce qui se vérifie évidemment au niveau de la population active totale employée dans le pays qui décroît régulièrement depuis 1974 passant de 21 096 000 à cette date à 20 962 000 en 1977 et 20 900 000 en 1979.

Cette compression des effectifs employés — notamment dans le secteur industriel — n'est pas seulement, ni principalement, la conséquence de la baisse du taux de croissance qui affecte tous les pays développés et entre autres la France. Elle est surtout la rançon d'une politique économique systématiquement menée depuis 1976 et qui place l'« assainissement » du tissu industriel et la compétitivité des entreprises sur le marché mondial au premier rang des préoccupations gouvernementales.

Adapter l'économie française aux nouvelles données de la concurrence internationale — et ce qu'en sont le coût social — lui faire subir une « purge sérieu-

se », pour reprendre l'expression officielle, tels sont les maîtres mots de la politique giscard-barre.

Politique qui se traduit notamment par :

— une référence de plus en plus nette au libéralisme économique. Le libre jeu de la concurrence internationale est utilisé comme un moyen de sélection impitoyable entre ce qui est véritablement compétitif, adapté au marché, et ce qui ne l'est pas ;

— le refus de soutenir les secteurs en déclin. Rien ne sert, nous dit-on, d'aider les « poids morts », car on immobilise ainsi des ressources financières pour des secteurs non concurrentiels, au détriment des secteurs et des groupes mieux armés pour s'imposer sur le marché international ;

— le rejet de toute politique de relance qui, en créant un climat artificiel d'expansion, contribue à retarder la disparition des « canards boiteux » ;

— l'impulsion d'une politique de créneaux, avec concentration de l'aide de l'Etat sur quelques secteurs dits d'avenir ou porteurs autour desquels se réalisent aujourd'hui les restructurations des groupes : spatial, aéronautique, nucléaire, télématique, bureautique, bio-ingénierie, exploitation des océans, techniques de forage en grande profondeur, etc.) ;

— enfin et dans tous les cas, la compression maximum des coûts salariaux et notamment du personnel employé.

Le gouvernement prétend que cette politique et la seule susceptible, dans l'environnement mondial actuel, de permettre aux entreprises françaises — entendez les quelques groupes industriels et financiers qui profitent du redéploiement : Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, CGE, PUK, Rhône-Poulenc, Matra... — de tenir leur place sur le marché mondial et donc, à moyen terme, la seule susceptible de préserver l'emploi.

Que cette politique soit conforme aux intérêts bien compris de groupes capitalistes, cela ne fait guère de doute. Mais, ce que montre l'expérience, c'est que la poursuite de cette politique conduit, en matière d'emploi, à un puits sans fond. Car en fait, l'affirmation d'un petit nombre

de secteur qui emploient généralement une main d'œuvre relativement peu nombreuse est loin de pouvoir compenser les coupes sombres effectuées dans les secteurs plus traditionnels tels que fibres synthétiques, textile, cuirs, industries de biens de consommation courante, sidérurgie, travail des métaux non ferreux...

Horizon 85

Aussi toutes les prévisions tablent sur le maintien de la tendance actuelle à la répression des effectifs employés, avec les conséquences que l'on devine pour le chômage.

Une étude réalisée le printemps dernier par l'INSEE prévoyait pour les cinq ans qui viennent, c'est-à-dire à l'horizon 85 :

— une continuation de la perte d'emploi dans l'industrie, à un rythme semblable à celui enregistré pour la période 1975-1980.

— une très nette diminution, de plus de la moitié, des postes créés dans le tertiaire du fait, entre autre, de l'introduction massive de l'électronique dans certains secteurs tels que les banques, les assurances, les télécommunications, etc. La bourgeoisie attend dans ce domaine des gains de productivité très importants, se traduisant évidemment par une compression ou une moindre progression du personnel employé. Au total, compte tenu de la perte d'emplois dans l'agriculture, on prévoit une régression des effectifs totaux employés de 50 000 par an d'ici 1985.

Il suffit de faire un petit calcul. Si chaque année, la population active à employer s'accroît de 200 000, alors que les emplois offerts diminuent de 50 000, c'est 250 000 chômeurs de plus. En cinq ans, ça fait 1 250 000 qui s'ajoutent aux 1 560 000 existants, soit un total de 2 800 000.

Comme on le voit, Giscard nous prépare de joyeuses perspectives.

(1) Chiffres corrigés des variations saisonnières.

(2) Créations moins suppressions de postes.

Créations ou disparitions nettes d'emplois

	Moyenne annuelle 1970-1974	Moyenne annuelle 1974-1977	Moyenne annuelle 1977-1979
Secondaire	+ 53 000	- 90 000	- 124 000
dont Industrie	(+ 61 000)	(- 56 000)	(- 88 000)
dont Bâtiment	(- 8 000)	(- 34 000)	(- 36 000)
Tertiaire	+ 186 000	+ 168 000	+ 177 000
Primaire	- 150 000	- 100 000	- 80 000
Total	+ 89 000	- 22 000	- 27 000

GISCARD



L'ILLUSIONNISTE

Les mesures « en faveur de » telle ou telle catégorie jouent un rôle plus politique qu'économique ou social...

LES instituteurs ont bien de la chance d'avoir M. Giscard d'Estaing comme président. On vient à grand fracas d'annoncer une revalorisation substantielle de leur condition : leur traitement de départ va être augmenté de 400 F, passant de 3 600 F mensuels à 4 000 F.

Regardons-y de plus près : l'augmentation entrera en application... en 1982. Et la catégorie d'instituteurs concernés, les instituteurs débutants, ne représentent que 1 à 1,5 % du corps des instituteurs.

Un exemple parmi tant d'autres de ces mesures « sociales » dont le giscardisme est friand. Rarement on se sera autant soucié de distribuer, ici et là, quelques miettes, qui aux veuves, qui aux familles, qui aux retraités, qui aux smicards... Aides toujours « nouvelles », toujours « exceptionnelles », qui, à chaque fois, sont l'occasion de montrer qu'on se soucie des « plus défavorisés » ou, pour reprendre la révélatrice expression de Barre, des « moins favorisés ». Si l'on entre dans le détail, le champ d'action de ces

mesures, le nombre des personnes concernées et leur coût réel tendent à se restreindre comme peau de chagrin lorsqu'on passe en revue les multiples dispositions restrictives qui en limitent l'application. Quelques exemples sont particulièrement criants.

Exceptionnel

On prévoyait, dès le début de l'automne, un hiver précoce et rigoureux. Bonne âme, le gouvernement se préoccupa du sort de ces personnes âgées, menacées de ne pouvoir se chauffer. Les personnes touchant le minimum vieillesse se virent ainsi attribuer royalement une aide « à titre exceptionnel » de 150 F pour leur permettre, précisait le communiqué gouvernemental, de faire face à leurs dépenses de chauffage. « A titre exceptionnel », cela signifie que cette aide n'est accordée qu'une fois, pour tout l'hiver. En 1979, une prime identique avait déjà été accordée : elle était de 200 F. On est donc plus radin cette fois-ci.

D'autant plus si l'on considère la hausse du prix du fuel.

Mais de quoi se plaindrait-on ? Ne doit-on pas être encore bien content de cette mesure exceptionnelle, que rien n'obligeait le gouvernement à verser ? Plutôt en effet que de revaloriser de façon substantielle le minimum vieillesse, mesure qui aurait un effet de longue durée, qui serait coûteuse, on lâche une aumône une fois pour les deux ans. Comme la mesure est à chaque fois accordée « à titre exceptionnel » on pourra, dans chaque cas, la présenter comme « nouvelle », inespérée en somme, à grand renfort de journal télévisé. Et en espérer des remerciements en terme de suffrages.

Familles, je vous aime

Le giscardisme veut favoriser la famille. C'est M. Barre qui a créé, en 1976, l'allocation de rentrée scolaire. En 1980, elle a été accompagnée d'une majoration de 150 F, évidemment exceptionnelle, qui s'ajoute à la

prime de 218,65 F par enfant à charge.

Voilà la mesure. Et ses limites. Il y a un plafond de revenu à ne pas dépasser pour y avoir droit : 4 300 F de revenu brut mensuel pour un enfant, 5 515 F pour deux, 6 010 F pour trois. Un bref calcul suffit à montrer que, pour un ménage qui a un enfant, il suffit que rentrent dans le foyer un salaire au SMIC à temps complet et un salaire à mi-temps, également au SMIC, pour que le revenu brut mensuel approche le plafond (et le dépasse, si une allocation-logement s'ajoute à ces ressources). Ces dispositions réduisent déjà les familles bénéficiaires à 2 300 000.

Plus mesquin : une « prime exceptionnelle » avait déjà été ajoutée à l'allocation de rentrée. Elle était, en 1977, de 300 F, et en 1979 de 200 F. En 1980, elle culmine à 150 F. Il y a donc une baisse effective de l'aide. Mais comme les 150 F sont une « prime exceptionnelle » ajoutée

à la prime normale, on pourra toujours la présenter comme quelque chose qui vient « en plus », puisqu'« exceptionnel ». Magie des mots. Ces mesures, ajoutées à la prime de 150 F pour les personnes âgées touchant le minimum vieillesse, coûtent au budget de l'Etat la somme de un milliard de francs, sur un total de 611,38 milliards de francs actuels.

Passons à l'une des mesures les plus significatives de la propagande giscardienne, toujours en matière de politique familiale. Il s'agissait, rappelez-vous les promesses du début du septennat, d'assurer un revenu minimum aux familles. Promesse relancée avant les législatives. Ce serpent de mer vient d'accoucher d'un texte de loi qui concerne, au bout du compte... quelques milliers de familles. Il s'agit, dans les intentions affirmées, d'assurer aux familles ayant trois enfants à charge un revenu minimum de 4 200 F par



Tenez, mon brave...



mois (plus de 400 F par enfant supplémentaire). Dans le principe l'Etat verserait la différence aux familles touchant moins que cette somme. En fait, les conditions à remplir sont telles que l'accès à ces dispositions relève d'une véritable course d'obstacles.

Supposons donc une famille ou une personne seule ayant trois enfants à charge. Un salaire (au SMIC à temps complet), plus les allocations familiales, plus une

allocation-logement... On est déjà bien près du plafond, et un smicard dans ces conditions aura de fortes chances de ne rien toucher, ou alors une somme dérisoire. Mais, dira-t-on, puisqu'il s'agit d'aider les plus démunis, au moins ces dispositions vont-elles profiter aux familles encore plus défavorisées que les smicards, celles qui sont frappées par le chômage, la maladie, l'invalidité... Erreur. Aux termes de la loi adoptée dans les derniers jours de décembre, il faut, pour bénéficier

de ces dispositions, avoir des revenus salariaux proches du SMIC. Si les ressources sont inférieures, l'Etat ne versera pas la différence, mais une indemnité forfaitaire de ...210 F, quel que soit le manque à gagner. Les revenus non-salariaux, donc en particulier ceux qui proviennent d'allocations chômage, n'ouvrent pas droit au revenu familial minimum.

Ainsi, pour avoir droit aux suppléments différentiels, mieux être bien portant et salarié que chômeur et malade...

Quant aux heureux élus qui bénéficieront des suppléments différentiels, ils seront, selon les estimations gouvernementales... de l'ordre de 25 000. Chiffre contesté par le RPR, qui l'estime à 5 000...

Faibles

Autre mesure, même mécanisme. En février, deux mois avant les élections, une allocation, encore et toujours exceptionnelle, de 150 F, a été attribuée aux familles à faible revenu, aux personnes âgées, aux handicapés. Avec un tel pactole, il sera quand même difficile aux intéressés de voir leur situation s'améliorer sensiblement. Mais n'est-il pas dans la logique de la politique barriste de ne pas augmenter les revenus de base, quitte, de temps à autre, à octroyer une aide, dérisoire dans son montant, et qui n'est donnée qu'une fois ?

Outre cette fonction de justification des bas revenus par les corrections illusoires qu'on fait mine de leur apporter, cette politique de saupoudrage de mesures catégorielles, dont l'impact social est faible, joue une fonction idéologique bien précise. Ces mesures, par les catégories qu'elles concernent, désignent des franges de la population comme « défavorisées », ce qu'on appelait autrefois « économiquement faibles », en regard desquelles le reste serait, d'une certaine façon, favorisé, ou, pour reprendre le mot de Barre, « nanti ».

« Nanti », le terme s'appliquerait, on s'en souvient, aux fonctionnaires, qui devaient, toute considération de traitement mise à part, être considérés comme privilégiés face aux travailleurs du secteur privé, moins assurés dans leur emploi. Nantis aussi sans doute, les retraités qui touchent un peu plus que le minimum vieillesse, et n'ont pas droit de ce fait à l'allocation exceptionnelle de 150 F pour se chauffer. N'y a-t-il pas en effet de quoi se contenter de son sort, dès lors que l'on sait que d'autres sont plus malheureux que vous, au point qu'on est contraint de leur donner des secours ? Un smicard n'ayant que deux enfants à charge n'a-t-il pas lieu de se réjouir de n'être point dans la catégorie d'assistés créée par le mini-supplément différentiel réservé aux smicards ayant trois enfants ou plus ? Plus généralement, ne doit-on pas, en cette époque de chômage important, être encore bien satisfait d'avoir un emploi, même si le pouvoir d'achat de votre salaire baisse d'année en année, et se trouve périodiquement amputé par des mesures de chômage partiel ?

Ce n'est pas d'hier que la bourgeoisie tente de présenter les travailleurs qui revendiquent comme étant les moins à plaindre : les « porteurs de pancartes » doivent bien être des privilégiés, puisque les « plus

défavorisés » ont déjà fait, eux, l'objet de mesures adéquates. Les solidarités de classe ont-elles encore lieu d'être, dès lors que la ligne de partage, entre assistés et non-assistés, se joue de ces distinctions que l'on avait pu croire pertinentes ?

Les veuves, les familles, les retraités, sont autant de catégories socialement hétérogènes, « en faveur » desquelles on prend des mesures spécifiques : autant de distinctions qui ont l'avantage de masquer les antagonismes de classe comme facteurs explicatifs de la politique menée par Giscard-Barre. Et de quoi ressusciter le vieux réflexe poujadiste, qui, toutes autres distinctions confondues, fait porter sa hargne contre des « privilégiés » dont les avantages sont bien modestes face à ceux de la classe au pouvoir, oubliée au passage.

Les privilégiés, ce sont même, dans ces conditions, les chômeurs indemnisés. Ne vient-on pas de créer une nouvelle catégorie d'assistés, celle des chômeurs arrivés en fin d'indemnisation ? Désormais, ceux-ci vont bénéficier, au titre des accords conclus avec l'UNEDIC, d'une aide... de 25 F par jour. 750 F par mois.

Tout de même, pas pour tout le monde. Il faudra, pour en bénéficier, être âgé de plus de quarante ans et ne pas disposer de revenus supérieurs à 2 250 F. Ils seront quelques centaines par mois à en bénéficier. Donner 750 F par mois à quelques chômeurs, n'est-ce pas moins coûteux que de créer des emplois ? Et puis la faible somme ainsi accordée (750 F par mois) n'incitera-t-elle pas les chômeurs indemnisés à se trouver relativement « nantis » face à cette autre catégorie ?

Les mesures catégorielles de Giscard ? Peu coûteuses pour l'Etat, limitées dans leur champ d'application, tant par le montant des aides que par le nombre des personnes concernées, elles ne constituent en rien une amélioration sensible de la situation des travailleurs les plus directement touchés par sa politique. D'une main, on procède à la baisse accélérée des revenus par l'inflation, l'accroissement du chômage, total ou partiel ; de l'autre, on distribue chichement une aide à quelques-unes des victimes les plus voyantes de cette politique. Leur rôle social est quasiment nul : mais leur rôle politique est loin d'être négligeable. Chaque mesure d'austérité s'accompagnera d'aides donnant l'impression d'atténuer le mal. Cela permet aux présentateurs du journal télévisé de donner une vision équilibrée des choses : d'un côté les mesures d'austérité (c'est la crise...) de l'autre les trompe-l'œil (c'est la crise, mais on est humain). Les catégories « aidées » devront trouver matière à être satisfaites, et celles qui ne sont pas aidées à se trouver encore bien heureuses de n'être pas dans des difficultés telles qu'on doive les aider. ■

Aux élections législatives de 1973, la gauche amorce son essor. En 1974, Mitterrand n'échoue que de très peu face à Giscard. Aux cantonales de 1976, puis aux municipales de 1977, la gauche enfin affirme sa suprématie électorale. Tous les sondages s'accordent à envisager sa victoire en mars 1978, même après l'échec de la renégociation du programme commun. Pourtant, à la surprise générale, la droite l'emporte. Que s'est-il donc passé dans le secret des isoloirs ?

C'est à cette question, importante s'il en fut, que s'attachent à répondre les cinq auteurs du remarquable livre que viennent de publier les Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques sous le titre *France de gauche, vote à droite*.

Par Nicolas DUVALLOIS

L'ANALYSE politique générale de l'échec de la gauche en 1978 a certes déjà été faite par chacune des forces politiques du pays, et des conclusions en ont été tirées. Il manquait cependant, jusqu'à aujourd'hui, une analyse scientifique et minutieuse du comportement des électeurs, qui ne prenne pas les seules motivations du vote, mais aussi les données objectives qui poussent à tel ou tel comportement électoral. C'est ce qu'ont réalisé les chercheurs de la Fondation nationale des Sciences Politiques.

En collaboration avec la SOFRES, 4 507 personnes représentatives du corps électoral (chiffres considérables pour un sondage) ont été interrogées dans les dix jours qui ont suivi l'élection. L'entretien avec chacune de ces personnes a duré environ une heure, pendant laquelle 75 questions ont été posées, permettant ainsi une très grande précision dans la définition politique, sociologique, culturelle, de chacune d'entre elles. Les résultats obtenus ont ensuite été traités sur ordinateur, avant d'être longuement analysés, point par point.

De cette étude sans précédent ressort un exceptionnel tableau de l'électorat français. En 1978 bien sûr, il convient de le préciser. Mais l'analyse est suffisamment poussée pour que l'on puisse considérer la plupart des éléments fournis comme toujours valables, et partant d'une très grande utilité à qui veut vraiment connaître les ressorts politiques, sociaux et culturels qui agissent en période électorale.

Qui a voté quoi ?

Qui a voté quoi en mars 1978 ? Telle est bien la première question posée. Le tableau de la page 8 en fournit quelques indications. Et une première constatation s'impose : si le jeu politique des grands partis actuels se mène à quatre (PC-PS-UDF-RPR), leurs électors peuvent en fait se regrouper globalement dans trois grandes catégories seulement : un électoral

conservateur, dont les caractéristiques sont les mêmes, qu'il s'agisse des électeurs UDF ou des électeurs RPR, un électoral socialiste, et un électoral PCF.

L'enquête a confirmé ce qui fait la particularité de l'électorat conservateur : une légère sur-représentation des femmes, une très nette sur-représentation des personnes âgées (27 % des électeurs giscardiens ont plus de 65 ans, alors que ces mêmes personnes ne représentent que 17 % de l'électorat total), et surtout une forte proportion de personnes inactives, ou même non-salariées : l'ensemble de l'électorat regroupe 53 % de non-salariés, mais ce chiffre atteint 68 % pour l'électorat RPR, et même 70 % pour l'électorat giscardien. S'il

fallait trouver une spécificité à l'électorat RPR, on la trouverait peut-être dans le fait qu'il est un tout petit peu plus ouvrier, et un tout petit peu moins rural. On est cependant très loin de l'électorat populaire que revendiquent les héritiers du gaullisme.

A cette homogénéité de l'électorat conservateur s'opposent les différences sensibles des électors communistes et socialistes. Les électeurs du PCF se recrutent indéniablement dans les milieux populaires et urbains. Ils possèdent peu de patrimoines, sans pour cela être spécifiquement pauvres. Les ouvriers non qualifiés y sont aussi nombreux que les professionnels. A l'inverse, l'électorat socialiste ne peut se caractériser d'une manière

aussi précise. Sur bien des points, la structure de l'électorat socialiste ne s'éloigne guère des données d'ensemble, avec cependant une petite prépondérance des couches moyennes et d'une tranche d'âge située entre 25 et 39 ans.

Cette division entre trois électors, le livre le démontre, ne peut se circonscrire à un simple cadre sociologique. La diversité des questions posées a permis une définition assez précise des rapports à la politique, des référents culturels ou de l'attitude face aux problèmes sociaux. De ce point de vue encore, électeurs UDF et RPR adoptent largement des positions similaires. C'est loin d'être le cas à

gauche, ou deux spécificités existent bel et bien. Le sentiment d'appartenir à la gauche, par exemple, est quasiment exclusif chez les électeurs du PCF. Il est certes majoritaire chez les socialistes, où existe cependant dans des proportions non négligeables, un rejet intransigeant du PCF et de ses propositions.

Un « bloc conservateur » relativement soudé quelles que soient les divisions Giscard-Chirac, un électoral socialiste fidèle à Mitterrand mais dans une certaine proportion nettement hostile au PCF, un électoral communiste homogène mais qui se pense résolument à gauche, telles sont quelques-unes des conclusions de cette analyse de l'électorat en 1978.

Les positions traditionnelles de la droite, comme le vote rural, s'effritent avec l'évolution sociologique.



La gauche majoritaire

La victoire de la droite en mars 1978 a-t-elle signifié que le jeu électoral en France est figé, chacun des grands blocs de droite et de gauche se recomposant dans les grandes occasions — quand le choix est net — avec un petit, mais décisif avantage à la réaction ? Après tout, les résultats de 1978 ne diffèrent guère de ceux de 1974, et la gauche avait déjà réalisé un bon score en 1967 (rappelons à ce sujet que des élections législatives à la proportionnelle intégrale eussent donné la majorité à la gauche dès ce moment-là).

Il n'en est rien. La gauche progresse de manière sensible dans l'électorat, à tel point que le titre de l'ouvrage est parfaitement justifié : oui, la France électorale est de gauche. Interrogées pour savoir si elles se sentaient « plutôt proche de la gauche », ou « plutôt proche de la droite », 44 % des personnes ont répondu par la première affirmation, contre seulement 37 % par la seconde.

Cette poussée de la gauche trouve bien sûr une de ses explications dans l'évolution même de la société. Le processus continu d'urbanisation, de salarisation, de tertiarisation, l'entrée massive de femmes dans le monde du travail sont autant de

phénomènes qui concourent à accroître les bases sociales de la gauche, dans le même temps où diminuent les bastions de la droite, qu'il s'agisse des agriculteurs, des petits commerçants, ou des femmes sans profession. Nettement majoritaire dans les couches actives et salariées de la population électorale, la gauche ne peut qu'accroître son assise au fur et à mesure que grandit la place de ces couches dans la société. Cette seule explication est cependant insuffisante à justifier la poussée de la gauche : il existe bel et bien traditionnellement, des ouvriers qui votent à droite.

Evolutions culturelles

« France de gauche, vote à droite » apporte donc, avec les chiffres, une deuxième explication : une sensible évolution culturelle de l'électorat, et un rapprochement des couches moyennes d'avec les catégories ouvrières. Parmi les 75 questions posées à chaque personne, un certain nombre portaient en effet sur leurs définitions culturelles. On découvre ainsi que l'influence de la religion, traditionnel relais des idées de droite, tend à reculer de manière importante, notamment dans les couches populaires : certes, la très grande majorité des électeurs se disent croyants, mais cette foi implique de moins en moins une fidélité aux valeurs diffusées par l'Eglise. De la même manière, un certain nombre de traits définissant ce que les auteurs appellent « le libéralisme culturel » pénètrent profondément dans les couches populaires parmi les plus pauvres, ce qui est nouveau. Citons un exemple, dont les résultats concordent totalement avec les autres : on demande à chaque électeur s'il estime que « l'école devrait donner avant tout le sens de la discipline et de l'effort » (valeur conservatrice) ou si « l'école devrait former avant tout des gens à l'esprit éveillé et critique » (valeur libérale). Les réponses sont explicites : 46 % des électeurs du PCF choisissent la première réponse et 51 % pour la seconde. Au PS, les résultats sont respectivement de 54 % et 41 %. Chiffres équilibrés sans doute, mais qu'il convient de comparer à ceux des électeurs de droite, dont on a vu quelles couches sociales ils représentent massivement : 71 % des électeurs UDF choisissent les valeurs conservatrices, contre 22 %. Au RPR, on atteint les 75 % pour la première réponse.

Glissements culturels dans l'électorat populaire des partis de gauche, donc. On notera à ce sujet que l'électorat du PCF apparaît, sur toutes les questions, comme le plus « libéral », ce qui laisse supposer des contradictions au vu de la campagne moralisatrice de la direction du PCF aujourd'hui.

La gauche, traditionnel vecteur de ce libéralisme, « mord » plus encore qu'auparavant dans les couches populaires : en 1967, 46 % des ouvriers votaient à

Profil sociologique des électeurs en mars 78

	PSU-Ex. G	PC	PS-MRG	UDF	RPR	Ensemble
I-AGE						
18/29 ans	49 %	34 %	26 %	16 %	14 %	25 %
30/49 ans	40 %	36 %	38 %	35 %	37 %	36 %
49 ans et +	11 %	30 %	36 %	49 %	49 %	39 %
II-NIVEAU D'ETUDES						
Primaire	26 %	44 %	41 %	41 %	46 %	42 %
Technique	27 %	33 %	28 %	23 %	23 %	27 %
Secondaire	23 %	15 %	21 %	22 %	21 %	20 %
Supérieur	23 %	8 %	10 %	15 %	10 %	11 %
III-TYPE D'HABITAT						
Rural/rural-urbain (moins de 10 000)	36 %	45 %	52 %	55 %	51 %	49 %
10 000/100 000	32 %	34 %	26 %	22 %	31 %	28 %
Plus de 100 000	21 %	11 %	13 %	11 %	10 %	12 %
Métropoles	10 %	10 %	9 %	11 %	7 %	10 %
IV-PROFESSION DE LA PERSONNE INTERROGEE						
Agriculteurs	2 %	2 %	4 %	10 %	7 %	6 %
Commerçants/Artisans	4 %	1 %	4 %	5 %	9 %	5 %
Professions libérales	2 %	1 %	1 %	3 %	3 %	2 %
Cadres supérieurs	7 %	2 %	5 %	4 %	3 %	4 %
Cadres moyens	19 %	9 %	10 %	6 %	5 %	10 %
Employés	14 %	10 %	13 %	8 %	8 %	10 %
Ouvriers	16 %	31 %	20 %	7 %	10 %	16 %
Etudiants	11 %	2 %	2 %	2 %	1 %	2 %
Retraités	5 %	14 %	16 %	25 %	24 %	20 %
Femmes au foyer	17 %	20 %	19 %	26 %	25 %	21 %
V-REVENU DU FOYER DE LA PERSONNE INTERROGEE						
Moins de 2 500 F	10 %	20 %	19 %	23 %	19 %	20 %
2 500/5 000 F	44 %	49 %	40 %	31 %	35 %	36 %
5 000/8 000 F	31 %	19 %	24 %	18 %	19 %	20 %
Plus de 8 000 F	8 %	4 %	6 %	9 %	10 %	8 %
VI-PATRIMOINE DU FOYER*						
Livret/Bons d'épargne	84 %	75 %	88 %	95 %	98 %	88 %
Epargne logement	12 %	13 %	16 %	20 %	22 %	17 %
Valeurs mobilières et immobilières	8 %	4 %	10 %	23 %	24 %	14 %
Terres	6 %	7 %	11 %	24 %	18 %	14 %
Parts d'entreprises commerciales	4 %	2 %	5 %	1 %	11 %	7 %
Logement principal	34 %	31 %	45 %	59 %	57 %	46 %

* Le total est supérieur à 100 % du fait des réponses multiples.

NB : Nous avons choisi de ne présenter que les grands traits du profil sociologique des électeurs. On se reportera au livre pour trouver des chiffres plus précis et plus complets.

gauche ; elles étaient 65 % en 1978.

Parallèlement, du fait surtout de la poussée du PS, les couches moyennes salariées se pensent de plus en plus à gauche, en intégrant à leur libéralisme culturel traditionnel une prise en compte des problèmes sociaux qui était moindre auparavant : trois électeurs socialistes sur quatre, par exemple, reconnaissent l'existence de la lutte de classe. Les couches moyennes salariées se rangent donc, elles aussi, de plus en plus à gauche : 52 % des hommes de ces couches votaient ainsi en 1967, et 70 % en 1978.

Enfin, la gauche marque également des points précieux dans une catégorie appelée à se développer : celle de la jeunesse. C'est chez les moins de 40 ans

que la gauche enregistre ses gains les plus spectaculaires.

L'enquête réalisée par les chercheurs de la Fondation nationale des Sciences Politiques appelle donc une conclusion indéniable : l'électorat français est à gauche. Et de manière extrêmement majoritaire si on ne prend en compte que les forces vives du pays.

L'effet patrimoine

Pourtant, la droite est au pouvoir, et sa victoire est sortie des urnes. Le paradoxe est énorme, l'anachronisme difficilement compréhensible. Certes, des facteurs proprement politiques se doivent d'être pris en compte : le système électoral favorise outre-

geusement la réaction, la gauche politique était sous le coup de la rupture de septembre 1977, une frange d'électeurs de gauche est pleine de répulsion pour le PCF, l'image de marque de Giscard parvient à être favorable dans certains secteurs de la gauche socialiste, etc.

A ces explications logiques, mais sans doute insuffisantes, les auteurs en ajoutent une autre, qui est une véritable révélation : dans la situation politico-économique qui est celle d'aujourd'hui, et quand un choix de l'ampleur de celui de mars 1978 est proposé, la possession d'un patrimoine déporte le vote à droite.

C'est « l'effet patrimoine ». Il est établi en effet que beaucoup plus que le revenu, beaucoup plus que la profession, beaucoup

plus que le niveau d'études, c'est la possession d'un patrimoine (épargnes, biens mobiliers ou immobiliers, terres, etc.) qui a déterminé le vote en 1978. Quel que soit le revenu, la gauche l'emporte toujours chez ceux qui ne possèdent aucun élément de patrimoine. A l'inverse, la droite l'emporte toujours chez ceux qui possèdent deux ou trois éléments de patrimoine.

La gauche obtient 47 % des voix chez les électeurs gagnant moins de 1 500 francs par mois, et la droite 39 %. Chez les électeurs gagnant moins de 1 500 francs et n'ayant aucun patrimoine, les chiffres sont de 55 % pour la gauche, et de 29 % pour la droite. Dans la même catégorie, la présence de patrimoine modifie complètement les données : 1 élément de patrimoine donne 46 % à gauche, et 38 % à droite ; 2 éléments de patrimoine cumulé donnent 45 % à la gauche, et 48 % à la droite ; enfin, 3 éléments de patrimoine cumulé donnent 18 % à la gauche, et 74 % à la droite !

Ce caractère déterminant du patrimoine n'est pas le seul fait des catégories pauvres, puisqu'on le retrouve quel que soit le revenu. On comprend mieux, dans ces circonstances, l'objectif formulé par Giscard en 1978 : « *Rendre les Français propriétaires de la France* ». On comprend mieux aussi l'insistance périodiquement mise à « doter » les travailleurs d'un « petit capital » en forme d'actions.

Les auteurs ne se sont évidemment pas tenus à ces généralités. Minutieusement détaillée, leur enquête leur a permis aussi de dégager l'existence de deux catégories d'électeurs, certes très minimes, mais qui cependant peuvent faire « pencher la balance » dans les prochaines élections : il existe des électeurs pauvres, sans patrimoine, mais qui malgré tout votent à droite : ceux-là sont « tenus » par des valeurs culturelles conservatrices. De telles valeurs peuvent évoluer chez eux, et les pousser vers la gauche. Il existe aussi des électeurs dotés d'un patrimoine mais qui, malgré tout, votent à gauche. Là encore, leur position est chancelante face à ce qui est présenté comme un choix de société. Telle est, selon les auteurs, une des clés des élections à venir.

Mais au fond, ne s'agit-il que des élections à venir ? Par la précision et l'ampleur des analyses, *France de gauche, vote à droite* dépasse la cadre d'une simple étude de sociologie électorale, pour concerner directement la recherche des voies du changement révolutionnaire dans la France d'aujourd'hui. Un livre à lire.

France de gauche, vote à droite,
de Jacques Capdevielle,
Elisabeth Dupoirier,
Gérard Grunberg,
Etienne Schweisguth
et Colette Ysmal.
Presses de la Fondation
nationale des Sciences
Politiques.
355 pages. Environ 95 F

Assises locales sur l'immigration à Vitry

RASSEMBLEMENT D'UNITE ET DE LUTTE...



... ET UNE FETE CHALEUREUSE

600 personnes se sont déplacées samedi pour participer aux Assises de Vitry : un public attentif et militant l'après-midi, beaucoup de familles et de jeunes maghrébins le soir. Une journée réussie qui offre de nombreuses perspectives sur la localité et concrétise déjà un travail en commun de plusieurs mois d'un grand nombre de militants de la ville.

Aux dires de plusieurs personnes, à la fin de la journée : « C'est la première fois qu'on se retrouvait autant à Vitry. C'est la première fois aussi qu'on y a fait la fête ».

L'idée de telles assises avait été lancée début décembre par des militants syndicaux, politiques, anti-racistes et du mouvement associatif, à la suite des déclarations discriminatoires sur le logement social des familles immigrées parues dans *Le Travailleur*, journal local du PCF.

Le bulldozer de la municipalité de Vitry contre le foyer ADEF et l'instauration de quotas d'immigrés dans les colonies de vacances à Ivry n'ont fait que confirmer l'importance et la nécessité de cette rencontre.

De notre correspondante à Vitry

DES le début, un militant de l'UL-CFDT de Vitry devait rappeler que ces assises étaient le fruit d'une réflexion commune à plusieurs organisations et individualités voulant travailler ensemble contre toutes les politiques racistes.

Dans la salle couverte d'expositions sur les femmes immigrées l'alphabétisation, les immigrés en

France, sous une grande banderole où étaient réaffirmés les trois mots d'ordre centraux de ces assises : « Non aux lois racistes Barre-Bonnet-Stoléru, non aux quotas racistes des mairies, Français-immigrés solidarité », les quatre forums prévus — l'Ecole et les jeunes de la deuxième génération, les femmes immigrées, les problèmes

rencontrés dans le logement, dans le travail, l'égalité des droits — pouvaient commencer.

Quoique les deux premiers forums sur les jeunes et les femmes aient eu lieu en même temps, causant ainsi quelques problèmes techniques compte tenu de l'affluence, cela n'a pas empêché un échange de témoignages ou de points de vue assez riches et la mise en évidence de perspectives concrètes.

Plusieurs intervenants l'ont rappelé : pour les jeunes immigrés, le racisme n'est pas seulement dans les mots, mais dans la vie de tous les jours : ce sont les contrôles d'identité incessants, les sévices dans les commissariats...

Pour un militant du CEDETIM, si les jeunes immigrés nés des deux premières vagues d'immigration en France (1932, 1950) ont été absorbés par la société française, la deuxième génération d'aujourd'hui semble être, dans le contexte de crise et de chômage, sciemment marginalisée, criminalisée, encadrée politiquement et exclue. De nombreux jeunes immigrés sont expulsés, y compris d'ailleurs des jeunes ayant acquis la nationalité française, ce qui crée un imbroglio juridique énorme.

La réalité vécue de l'école

Mais c'est surtout sur la question de l'école que le débat s'est porté.

Certains enseignants ont sou-

ligné que la Réforme Haby avait contribué à l'échec scolaire des jeunes immigrés en particulier. D'autres ont montré comment la bourgeoisie gomme les différences : pour elle, il n'y a pas des nationalités mais une immigration.

Mais dans l'école, au handicap fondamental des enfants venant des milieux matériellement défavorisés, s'ajoute pour les immigrés toute une série de barrières :

- barrage des procédures d'orientation d'abord :

Ce sont les mêmes que pour les élèves français de niveau équivalent et pourtant...

Ils sont pénalisés sur les épreuves portant sur le langage.

Ils vivent parfois mal leur retard dans l'acquisition culturelle, qualifié de « *débilité mentale* » (d'où l'importance numérique des enfants d'immigrés dans les classes de perfectionnement).

Ils sont particulièrement gênés par la rigidité des classes d'âge.

- barrage de l'isolement linguistique ensuite :

L'apprentissage du français est souvent difficile car les parents parlent leur langue d'origine. D'où la nécessité parfois d'alphabétiser les parents.

Mais inversement, le perfectionnement dans la langue maternelle peut favoriser l'acquisition du français pour les jeunes. Pourtant cet enseignement est difficilement obtenu dans le milieu scolaire.

- barrage psychologique enfin :

Leur position inconfortable entre deux cultures est source d'angoisse.

La découverte du racisme dont le milieu scolaire n'est pas exempt est un handicap supplémentaire.

Le forum s'est conclu sur la nécessité d'un travail approfondi sur la réalité locale vécue par les jeunes à l'école.

Femmes immigrées

Dans le forum qui se tenait conjointement, un film vidéo sur les jeunes femmes immigrées a permis de lancer une discussion animée autour de plusieurs thèmes :

Celles-ci ont des problèmes différents de ceux des jeunes Françaises. Leur temps de loisir est souvent réduit : elles doivent déjà et surtout relayer et aider leur mère dans toutes les tâches ménagères et de garde des enfants en bas âge.

Par ailleurs, comme le dit une jeune Portugaise : « *Les parents étrangers en France, retranchés par rapport à la société, évoluent moins que ceux restés au Portugal* ». D'où un décalage important avec les Françaises de leur âge quant à leurs sorties et surtout au mariage, souvent encore décidé par la famille.

C'est dans le travail aussi que des discriminations apparaissent comme pour toutes les femmes à cause de la crise et du rôle qu'on veut leur faire jouer, mais aussi et plus spécifiquement pour elles, à cause de leurs maris souhaitant avoir une femme disponible à la maison, et du

Suite page 12

Pour le Socialisme - 9

APARTHEID NON !

LA BOURGEOISIE
REND LES IMMIGRES
RESPONSABLES
DE LA CRISE...

- Barre les désigne comme fauteurs de chômage
- Stoléru fait voter des lois répressives
- Bonnet contrôle, matraque, emprisonne, expulse

ELLE DEVELOPPE LE RACISME POUR DIVISER

LES CAMPAGNES DU PCF
RENFORCENT CE RACISME
ET LA DIVISION. LES
IMMIGRES SONT ACCUSES :

- De coûter trop cher aux municipalités
- D'encombrer les écoles, les bureaux d'aide sociale, les hôpitaux...
- D'être responsables de la délinquance et du mal-vivre dans les cités ouvrières
- De trafiquer la drogue

VITRY, NANTERRE, IVRY, MONTIGNY... STOP !

SEUIL DE TOLERANCE, COTE D'ALERTE, QUOTAS...

NON A TOUTES LES JUSTIFICATIONS DE LA SEGREGATION !

LUTTONS POUR :

- Le droit de se loger pour tous dans toutes les communes
- La création dans les quartiers de lieux de rencontre, d'échanges, d'animation pour toutes les communautés
- L'égalité des jeunes français et immigrés à l'école
- L'égalité des droits
- Pour le respect des différences culturelles, pour l'unité de la classe ouvrière.

AGISSONS TOUS ENSEMBLE, FRANÇAIS ET IMMIGRES,
SYNDICALISTES, MILITANTS POLITIQUES ET ASSOCIATIFS,
ENSEIGNANTS, TRAVAILLEURS SOCIAUX...

**TRAVAILLEURS IMMIGRES ET FRANÇAIS
UNE SEULE CLASSE OUVRIERE**



Les jeunes femmes immigrées, sont victimes d'une discrimination à l'embauche.

racisme qui existe partout en matière d'embauche.

Des témoignages concrets ont précisé cette discrimination devant l'emploi : ainsi, le supermarché Casino de Vitry n'embaucherait que des Françaises.

Chez Olida, à forte composante féminine, on ferait du chantage à l'expulsion des immigrées si l'une d'elles revendique.

Enfin, le besoin d'enrichissement réciproque et la nécessité de contacts se font profondément sentir entre les femmes françaises et immigrées même si la bourgeoisie cherche, en particulier dans le travail, à les diviser.

L'action entreprise par le collectif doit se poursuivre pour trouver des structures de rencontres et d'aides concrètes des femmes immigrées de Vitry.

Ghettos ?

Droit au logement, au travail, égalité des droits étaient l'objet des deux derniers forums tenus cette fois-ci en salle complète. Le forum a commencé sur ces questions, singulièrement mises à l'ordre du jour par la politique du PCF.

Peut-on parler de ghettos ? Si oui, quelles réponses ?

Un large accord s'est fait pour parler non de ghettos immigrés mais de ghettos ouvriers, c'est-à-dire de concentrations, produit du capitalisme qui expulse, rénove et élimine les familles ouvrières du centre-ville pour les mettre dans des banlieues.

Quelqu'un a rappelé l'expérience anglaise de « Rock against racism », moyen de lutter là où il y a concentration d'ouvriers pour une vie culturelle importante respectant les différences.

Face aux menaces qui pèsent sur les résidents des foyers après le projet d'Ornano, ou les campagnes de délation de la CNL de la cité Balzac de Vitry (dirigée par le PCF), à l'encontre de huit familles immigrées dans le but avoué de les expulser de la cité, la nécessité de créer un réseau de relations sur Vitry et de s'opposer concrètement aux ex-

pulsions à la fin de l'hiver a été réaffirmée.

Emploi

Quant à la discussion sur les problèmes rencontrés dans le travail, l'objectif a été d'apprécier les campagnes comme « immigrés en moins, emplois en plus » qui, de Stoléru à Marchais sont largement développées.

L'une des interventions les plus remarquées a été celle du responsable de l'UD CFDT du Val-de-Marne qui a rappelé les axes de son organisation syndicale en matière d'immigration : « Si la lutte des Sonacotra peut être aujourd'hui considérée comme un échec, c'est parce qu'on n'a pas su lier la lutte des foyers et celles des boîtes. Dans un contexte de crise et de restructurations où on licencie les travailleurs, français ou immigrés, la solution passe par une répartition de la charge de travail pour tous et la réduction du temps de travail.

Il nous faut prouver dans les actes que l'on est ensemble même si le PCF alimente une pratique qui bloque les luttes en commun. Il faut aussi que les immigrés prennent toute leur place dans l'organisation, y compris à des niveaux de responsabilité ».

Bien d'autres interventions ont ponctué ce débat qui s'est conclu pour laisser la place à Paco Ibanez venu affirmer sa solidarité avec l'initiative en chantant avec émotion ses chansons sur l'exil, la solitude, la lutte.

A 20 h, le film *Ils ont assassiné Kader* tourné par les jeunes de la cité Couzy a rappelé qu'il y a un an, Kader, jeune algérien à 15 ans, avait été tué par le gardien de la cité pour un simple chahut dans les escaliers.

D'autres initiatives

Pendant que Djamel Allam et ses musiciens s'installent, un bilan rapidement tiré fit le point des propositions concrètes sorties de ces assises.

— D'autres localités du Val-de-Marne envisagent elles aussi la tenue d'assises, d'où la possibilité dans de brefs délais, d'assises départementales sur l'immigration.

— Une permanence juridique femmes immigrées s'installe ainsi qu'une structure de discussion dans un local de la ville, celui de l'association « la Tarentule ».

— Un travail de plus longue haleine sur l'école sera lancé à partir des questionnaires déjà élaborés pour analyser réellement le retard scolaire dans les écoles et lycées de la zone et proposer des solutions.

— La nécessité d'initiatives nationales a été ressentie par de nombreux participants. D'où l'appel à la manifestation organisée par plusieurs associations d'immigrés dont la MTI le 4 avril.

Enfin, le collectif créé pour la tenue de ces assises s'est donc dissous samedi soir, il propose la création d'une association loi 1901 de solidarité Français-immigrés avec comme premier objectif de lutte les expulsions à partir du 15 mars en particulier.

La fête

Puis ce fut la fête.

Djamel Allam et ses musiciens, par la chaleur de leurs textes, les rythmes sur lesquels ils nous entraînaient, ont vite conquis la salle. On a poussé les chaises pour danser ensemble : un autre objectif des assises était rempli, celui de la rencontre de plusieurs nationalités. C'est vers 22 h 30 que tout s'est terminé. Les membres du collectif considèrent tous que la journée a été un succès, succès d'une initiative unitaire, ouverte, laissant la place à une large confrontation d'idées, succès par la dynamique de lutte que ces assises enclenchent, par la meilleure connaissance dans la pratique des forces politiques et de la réalité locale, succès contre la municipalité obligée de tenir compte à l'avenir de ce nouveau rapport de forces qui s'installe, succès enfin par l'avancée d'une autre pratique de la démocratie locale.

PCF VERS UNE RELANCE DE LA CAMPAGNE SUR LA SECURITE ?

COMME il l'a fait pour la drogue, comme il le fait régulièrement en pareille circonstance, le PCF vient de déposer un projet de loi visant à « l'utilisation démocratique de la force publique ». En clair, il s'agit pour le PCF de lutter contre l'insécurité. On connaît la fonction de tels projets de loi, qui n'ont rigoureusement aucune chance d'être adoptés par le parlement actuel : il s'agit d'une part de « théoriser » et de globaliser une campagne du PCF, et d'autre part de séduire l'électorat visé : au-delà même de la traditionnelle dénonciation de Giscard, le PCF aura beau jeu de dire, après chaque manifestation « d'insécurité », que « ça ne se serait pas passé ainsi si la loi proposée par les communistes était appliquée ».

On retrouve dans le projet de loi les attendus de la campagne actuelle du PCF : l'insécurité serait développée à un tel point que « dans maintes cités populaires elle tend à devenir le principal sujet d'inquiétude ». Fiterman allant jusqu'à dire qu'on ne peut plus parler de liberté « quand on a peur de sortir de chez soi, ou même d'y vivre sans se barricader ». La délinquance comme menaçant les libertés, c'est aussi l'argumentation centrale du projet Peyrefitte, que le PCF condamne par ailleurs.

Face à cette situation qui risque de transformer nos villes « en Chicago des années 30 », que faire ? Renforcer les moyens de police, réclame le PCF. Certes les effectifs ne manquent pas, a reconnu Maxime Kalinsky dans une conférence de presse : 100 000 policiers, plus de 70 000 gendarmes, un représentant des « forces de l'ordre » pour 300 habitants donc (contre 400 dans la moyenne européenne), c'est beaucoup. Mais il convient d'utiliser autrement tous ces poli-

ciers. Il faut, par exemple, « généraliser la pratique de l'ilotage qui implique la présence effective et permanente de policiers en tenue dans les quartiers ». Il faut aussi, et c'est une des originalités du projet de loi, « donner et élargir les pouvoirs de police aux maires et présidents de conseils généraux pour tout ce qui relève de la sécurité, de l'hygiène, de la salubrité, de la circulation, de la tranquillité publique ». La police aux ordres du maire de Montigny, on imagine ce que cela eût pu donner il y a quelques semaines, pour ne prendre que cet exemple. On l'imagine d'autant mieux qu'en présentant le projet de loi, Fiterman a insisté sur ce qui d'après lui doit en être le corollaire : que la population prenne en charge elle-même « son exigence de sécurité ». Ce qui n'a rien à voir avec les actes d'auto-défense, « par ailleurs très limités, et qui s'expliquent par l'aggravation de l'insécurité et la carence des pouvoirs publics ». Singulière compréhension envers les adeptes de la « légitime défense » !

A sa manière, le nouveau projet de loi témoigne bien des objectifs visés par le PCF actuellement : dénonçant aussi l'emploi des forces de police contre les travailleurs en lutte, il ne place pas ouvertement le PCF en contradiction avec sa base de masse habituelle ; appelant à l'ilotage et à la présence massive des policiers dans les quartiers populaires, il peut séduire ceux — personnes âgées ou petits possédants — qui se pensent victimes de l'insécurité vue en termes de petite délinquance ; enfin, il ouvre le chemin à des perspectives plus vastes en cas de changement de gouvernement, le PCF voulant, là où il détient des pouvoirs locaux ou départementaux, contrôler la police.

problèmes de la pratique révolutionnaire

Dans nos prochaines éditions, nous publierons la suite des articles de Max Cluzot, dans le cadre de la rubrique *Problèmes de la pratique révolutionnaire*, concernant la définition marxiste-léniniste dans les nouvelles orientations du Parti.

Levallois-Perret

CE QUI NE SE DIT PAS

Un rapport interne à la municipalité de Levallois-Perret précise ce qu'il en est réellement des dépenses occasionnées par les immigrés.



SUITE aux articles des derniers PLS concernant la politique du PCF par rapport aux immigrés, je vous envoie ces quelques éléments qui proviennent de la municipalité de Levallois-Perret. Il semble bien que dans ce domaine, cette municipalité, dirigée par le PCF, n'ait pas attendu cette année pour prendre des mesures contre les immigrés !

Peut-être se souvient-on que c'est à Levallois, précisément, que la municipalité avait engagé une bataille contre la construction d'un foyer Sonacotra. Elle invoquait alors que l'emplacement prévu était une ancienne usine, qu'il fallait trouver de nouvelles industries pour la remettre en route, au lieu de construire un nouveau ghetto pour travailleurs immigrés. Elle se proposait, en échange, de loger les immigrés comme tout le monde, entre autres dans les HLM. Sur cette base qui pouvait apparaître comme n'étant pas forcément ouvertement raciste, elle avait même organisé un référendum. Cela dit, dans le même temps, la politique réellement suivie était tout autre !

Qu'on en juge. Dès le début 1980, les élus municipaux avaient entre les mains un rapport interne détaillant la question de l'immigration sur la ville.

Refus du regroupement familial

Que trouve-t-on dans ce rapport ?

Tout d'abord la reconnaissance officielle d'une pratique qui se faisait jusqu'alors en sous-main : le refus du regroupement familial.

Après avoir parlé du taux d'immigrés sur la localité (23 %), souligné le fait que « la moitié d'entre eux est originaire des trois pays du Maghreb », et remarqué que le pourcentage de jeunes immigrés est le plus élevé du département, le rapport interne note en effet : « Pour toutes ces raisons, depuis deux ans, le bureau municipal a décidé de suspendre les regroupements familiaux à Levallois-Perret ». Cela veut dire très concrètement que depuis au moins début 1978, les bureaux municipaux refusent de viser les certificats d'hébergement nécessaires à ces regroupements ! C'est pourtant à la même époque que Jean Colpin et d'autres stigmatisaient, à juste titre, dans les colonnes de *L'Humanité*, les mesures prises par Stoléru visant à suspendre l'immigration familiale. Politique « odieuse et inhumaine » disait-il. Il n'était sans doute pas au courant des décisions prises à Levallois !

Discrimination en matière de logement

Autre indication utile : l'attribution des logements HLM.

On connaît l'argumentation actuellement développée par le PCF : les immigrés — et de façon extensive les « allogènes » si l'on inclut les personnes originaires des DOM-TOM — accaparent les logements sociaux. C'est quasiment de leur faute si les Français ne trouvent plus à se loger décemment. On doit instaurer une juste répartition, réserver aux Français ce qui leur est dû, prétend sans rire le PCF.

Or qu'en est-il exactement dans une ville comme Levallois ?

Dans cette ville, nous dit-on, les immigrés représentent 23 % de la population totale. Mais le même document reconnaît que « sur les 2 139 logements de l'office HLM (contrôlé par la municipalité), 234 sont occupés par des immigrés, soit 13,3 % ». Après une telle discrimination, on s'étonnera ensuite que les immigrés soient obligés de passer par des marchands de sommeil !

Bien plus, on nous apprend (mais l'information, n'est-ce pas, est réservée aux gestionnaires municipaux) que le logement des immigrés dans les HLM doit être stoppé : « Actuellement, les seuls immigrés relogés sont les expropriés d'immeubles en démolition ».

En ce qui concerne l'école, les précisions apportées sont aussi très instructives. Sur la ville, nous dit-on, 29 % des jeunes de moins de 16 ans sont immigrés.

Ni plus ni moins d'enfants immigrés dans les colonies de vacances

Au regard de cette proposition apparaissent particulièrement intéressants les chiffres fournis sur l'utilisation des services sociaux.

D'abord les crèches.

Sur les 4 crèches de la ville, les enfants immigrés sont relativement peu nombreux : 10 % à « la Planchette », 13,33 % à « Louise Michel », 20 % à « la Farandole », 21,21 % à « Jules Ferry ». Cela est certainement lié au fait que beaucoup de mères immigrées ne travaillent pas.

En ce qui concerne les colonies de vacances, on notera que le nombre de départs d'enfants immigrés se situent exactement dans la même proportion que la part qu'ils occupent dans la population scolaire : 29 % ni plus ni moins.

Mais le document donne une précision utile : très peu d'enfants immigrés partent en vacances de Noël ou de Pâques (19 % et 14 % des enfants qui

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU MUNICIPAL DU 28 MARS 1980

Italiani présents : M. LE NEVE, M. LAGEAIS, BERTHIAU le 28/3/80

Mme BERLAND, MM. GAUCHARD, MEZD

Excusés : M. NOULIN, Mme TASSIN.

IMMIGRATION : CARACTERISTIQUES D'ENSEMBLE

En 1979, 23 % des 55 000 habitants de LEVALLOIS-PERRET sont de nationalité étrangère, soit 12 000 personnes. En quatre ans, le taux d'immigrés est passé de 15 à 23 %.

• Espagnols	19,50 %	39,01 %
• Portugais	18,50 %	
• Italiens	4,7 %	
• Algériens	24,7 %	
• Marocains	10,4 %	40,4 %
• Tunisiens	5,3 %	
• Yougoslaves	5,45 %	
• Africains	2,7 %	
• Divers	10,5 %	

1/2 des immigrés sont originaires de la péninsule ibérique et la moitié est originaire d'un des trois pays du Maghreb.

99,9 % des immigrés sont des femmes, cette proportion tombe à 90 % parmi les Maghrébines, exclusivement d'ailleurs, parmi les plus de 30 ans.

C'est à LEVALLOIS-PERRET que le pourcentage de jeunes immigrés est le plus élevé du département. En effet, 29 % des jeunes Levalloisiens de moins de 16 ans sont étrangers. Ils se retrouvent surtout parmi les Espagnols, Portugais et Algériens.

Pour toutes ces raisons, c'est ainsi que depuis deux ans, le Bureau Municipal a décidé de suspendre les regroupements familiaux à LEVALLOIS-PERRET.

partent), mais beaucoup plus en juillet et en août (31 % et 42 %). On voit donc que si des quotas du même ordre que ceux proposés à Vitry étaient mis en application, de très nombreux enfants immigrés seraient privés de vacances. Et pourtant, note le document « trois quarts des enfants immigrés fréquentant nos colonies sont nés en France ». Selon que tu seras noir ou blanc...

Aide en faveur des immigrés : 0,1 % du budget

Enfin le rapport interne lève un petit mystère sur les chiffres brandis habituellement par le PCF, comme quoi les immigrés mangeraient à eux seuls 50 % et plus du budget social des municipalités.

La commune de Levallois distribue des aides pour lesquelles les immigrés représentent effectivement plus de 50 % des bénéficiaires.

res. Il s'agit de l'aide municipale à l'enfance et de l'allocation municipales aux familles non imposables. Ces aides concernent 276 familles, dont 148 familles immigrées et 128 familles françaises.

Mais qu'est-ce qu'il en a coûté à la municipalité ? Pour l'année scolaire 1979-1980, « l'allocation aux familles non imposables représente une somme globale de 85 860 F. L'aide municipale à l'enfance représente une somme de 90 470 F ».

Soit au total 176 330 F.

Or, en 1980, le budget total de la municipalité de Levallois était de 148 millions de francs.

Il suffit de faire le calcul.

Quand le PCF dit que les immigrés s'attribuent plus de 50 % de certaines dépenses sociales, il omet de dire que les dépenses concernées, c'est-à-dire celles où les immigrés touchent relativement plus que les Français ne représentent que 0,1 % du budget municipal. Joli tour de passe-passe ! Et une malhonnêteté qui semble avoir peu de limites.

INSEE-Nantes : 48 dactylocodeuses en grève depuis 8 semaines

LES SANS-GRADE DE L'INFORMATIQUE

C'EST le 7 janvier que la décision a été prise : à l'unanimité elles décidaient de se mettre en grève totale. Elles, ce sont 48 dactylocodeuses, un de ces nouveaux métiers nés de l'informatique. Dactylocodeuses cela veut dire taper sur un clavier, la journée durant, les renseignements lus sur des documents manuscrits pour permettre la mise à jour des grands fichiers nationaux de l'INSEE : fichier des entreprises (SIRENE), fichier des personnes (ex-SAFARI), fichier électoral. Depuis début décembre, elles revendiquent des pauses supplémentaires : deux mois auparavant, leur matériel a été changé.

Aujourd'hui, en plus du classique clavier, il y a un écran sur lequel s'impriment les caractères tapés, apparaissent les messages de la machine auxquels il faut répondre. Conséquence : en fin de journée, une fatigue visuelle et nerveuse nettement accrue, des maux de dos et de cou engendrés par les incessants mouvements entre le document à lire et l'écran à regarder. Leur revendication, avec les pauses déjà existantes, permettrait qu'après une heure de travail, il y ait dix minutes de pause.

Les O.S. de l'informatique

O.S., à cause même de la nature du travail : ce sont les tâches les plus répétitives qui soient. Taper à longueur de journées des suites de chiffres et de lettres qui n'ont parfois aucune signification apparente, ce n'est pas ce qu'on peut appeler un travail enrichissant ! O.S. aussi, parce que ce sont les seules, à l'INSEE, qui sont de fait soumises à un rendement : l'ordinateur auquel sont reliés les claviers-écran enregistrent tout, comptabilisent tout : le nombre de caractères frappés dans la journée, mais aussi les temps pendant lesquels vous n'avez pas frappé ! OS enfin, parce qu'elles occupent toutes, les catégories les plus basses de la fonction publique. Agents techniques de bureau, avec toutes les primes possibles, cela fait entre 3 000 F et 4 000 F par mois.

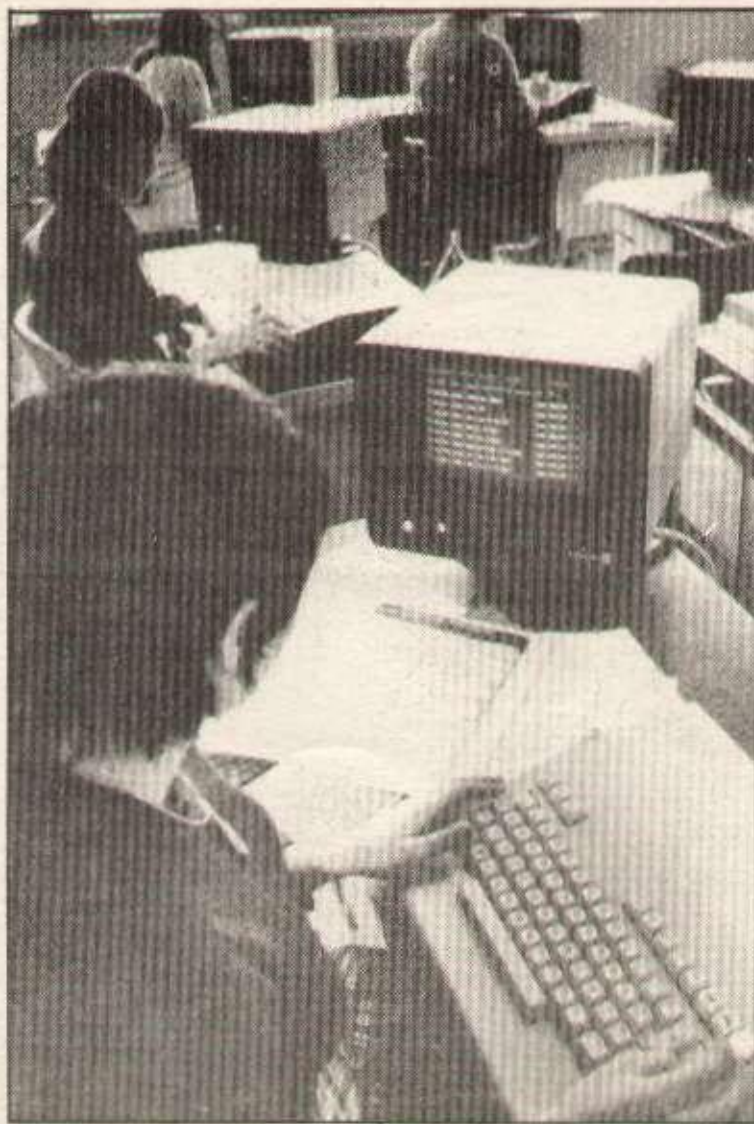
Une revendication qui concerne largement

Avec les progrès dans l'informatique, avec l'informatisation toujours plus grande de nombreux travaux, le travail sur écran va se

Cela fait maintenant huit semaines que l'atelier de saisie de l'INSEE à Nantes est à l'arrêt complet. 48 claviers-écrans éteints depuis plus de 50 jours. Des dizaines de milliers de documents prêts à être saisis, c'est-à-dire prêts à entrer dans le circuit de l'information, en attente. Plus significatif encore, c'est une partie non négligeable de la révision du fichier électoral qui est bloquée et qui ne pourra plus être effectuée maintenant avant le 31 mars, dernière limite fixée à l'INSEE pour permettre le contrôle des listes électorales pour l'élection présidentielle. Huit semaines de grève pour une seule revendication : 45 minutes de pause supplémentaires réparties dans la journée !

De notre correspondant à Nantes

Avec l'informatisation toujours plus grande de nombreux travaux, le travail sur écran se généralise dans de nombreux secteurs. Les conséquences pour les employées : une fatigue physique et nerveuse importante. Les employées de l'INSEE à Nantes, concernées, elles aussi par ce système, demandent des temps de repos plus grands.



généraliser vite. Il suffit d'ouvrir son journal et de voir toutes les publicités IBM, Nixdorf, Honeywell-Bull, annonçant chacun le meilleur écran, le plus performant ! Si le travail peut, parfois, en devenir plus intéressant, ce que reconnaissent d'ailleurs les dactylocodeuses de Nantes, l'envers de la médaille n'est pas mince : à chaque fois, ce sont les conditions de travail qui sont remises en cause.

Rapidement à l'INSEE, au Ministère des Finances, mais aussi dans les banques, les assurances et même plus largement ce sont des dizaines de milliers de travailleurs, en priorité qui sont visés. Et c'est bien sûr là qu'est la raison du refus actuel de négocier de la Direction Générale de l'INSEE et de Monory. Toute victoire acquise à Nantes devra rapidement être étendue ailleurs.

Et le soutien très large dont bénéficient aujourd'hui les 48 opératrices, en est une preuve supplémentaire. Tous les jours arrivent ici, des motions de soutien, des collectes de solidarité de Lyon, Quimper, de l'Ar-dèche, des Hautes-Pyrénées... Et ce n'est pas la plus petite des surprises pour ses sans-grade de l'informatique que de faire autant parler d'elles !

Une lutte surprenante

Surprenante d'abord par la revendication. Dans une période où les luttes portent essentiellement sur l'emploi, tenir plus de 50 jours pour l'amélioration des conditions de travail, ce n'est pas fréquent. Mais surprenante, elle l'est aussi par le personnel en lutte, par tout ce que la grève a déjà révélé : dans l'atelier, il n'y avait que 3 syndiqués et jusqu'alors les syndicats CGT-CFDT, qui animent la lutte dans l'unité depuis le début, n'y bénéficiaient que d'une confiance très limitée. Résultat d'une politique de la direction, qui, très consciemment, avait tout fait jusqu'alors pour isoler ce personnel du reste de l'INSEE : par le recrutement d'abord, qui s'effectuait très jeune (17-18 ans) directement dans les écoles libres de Nantes pour une bonne part d'entre elles. Ensuite en essayant d'y instituer une politique paternaliste qui a pu durer un certain temps. Recrutement très jeune, très peu d'expérience syndicale, un paternalisme savamment dosé, isolement du reste du personnel qui fait d'ailleurs que très peu d'entre elles s'identifient à l'image du fonctionnaire, tout y était pour que l'administration puisse tenter, à peu de frais, ses expériences de nouveau matériel.



Un des acquis et non des moindres de cette lutte est d'avoir fait voler tout cela en éclats.

Mais si la confiance dans les syndicats CGT-CFDT est réelle aujourd'hui, ce n'en est pas moins elles qui animent la grève. Présentes en permanence à l'INSEE, ce sont elles qui ont occupé à plusieurs reprises le bureau du directeur, la salle de l'ordinateur, qui participent aux collectes sur les entreprises du privé à Nantes. (Collectes préparées, il faut le souligner, par les Unions locales CGT-CFDT dans l'unité là aussi). Grève active, grève dans l'enthousiasme, dans l'unité syndicale à tous les niveaux (syndicats nationaux INSEE, Fédérations des Finances, Unions Locales de Nantes), grève du « public » qui rencontre un écho dans le « privé » (notamment la métallurgie nantaise), nul doute que cette grève est une agréable surprise pour beaucoup !

Vers la négociation ?

La semaine dernière, était réunie à Nantes, une commission d'enquête paritaire, à l'initiative de la Direction Générale. Objectif : enquêter sur place, sur les conditions de travail des dactylocodeuses. Porte de sortie honorable recherchée par la direction ? C'est le sentiment de certains ici, convaincus qu'une telle commission ne peut que constater le bien-fondé de ce que les grévistes clament depuis 8 semaines : « Ces pauses nous en avons besoin, nous les aurons », « Toute la journée sur écran, c'est fatigant, nous voulons dix minutes de pause par heure ! ».

Devant le soutien énorme dont bénéficie la grève, devant la détermination, mêlée d'exaspération aujourd'hui, des grévistes, devant le retard des travaux qui s'accumule, la Direction Générale ne pourra plus longtemps maintenir son attitude de mépris, son refus de négocier depuis le début du conflit, illustration d'une politique de fermeté vis-à-vis des syndicats qu'elle tend à instituer depuis quelque temps. Et ce n'est pas là, non plus, le moindre des enjeux de cette lutte.

Congrès important : la Basse-Normandie, les élections professionnelles et prudhomales le confirment, est un bastion de la CFDT (classe ouvrière jeune, importance de la main-d'œuvre féminine, dynamisme syndical face à une CGT souvent repliée sur elle-même).

Edmond Maire avait fait le voyage à Saint-Lô pour répondre aux critiques précises contre la Confédération contenues dans les rapports. La position traditionnelle de la région Basse-Normandie face à la Confédération, c'est ni confiance, ni défiance systématique mais : jugement sur pièce.

De notre correspondant de Caen

L'ENJEU du congrès était de taille : pourquoi les orientations votées massivement deux ans auparavant, n'ont-elles pas été mises en application malgré les tentatives incessantes du conseil général ? L'analyse de la pratique syndicale dans la mise en œuvre des trois axes prioritaires devait occuper l'essentiel des travaux du congrès ; en effet la commission exécutive sortante reste convaincue qu'il n'y a pas d'autre issue pour les travailleurs bas-normands que de se mobiliser sur les hors-statuts, le nucléaire et les restructurations.

Le congrès devait donner l'occasion de mettre en évidence les oppositions, les clivages à l'intérieur de la CFDT bas-normande sur ces points. La longue intervention d'Edmond Maire a permis, en négatif, de mieux cerner les différences d'analyse entre la région et la confédération sur ces différents points.

L'expérience sur les hors-statuts

Sur les hors-statuts, la région interpelle les syndicats et les Unions de secteur : à la suite des assises sur les hors-statuts qu'a-t-il été fait ? A Caen, un collectif intérimaire s'est mis en place et une commission tri-partite « collectif intérimaire-union de secteur et syndicat professionnel » d'intérimaires ayant eu lieu sur plusieurs entreprises de Caen en même temps. Mais depuis la commission a des difficultés à fonctionner, à cause du retrait relatif des syndicats professionnels. A Cherbourg, la section de l'arsenal affirme qu'elle prend en charge ses intérimaires ; mais ce dont il s'agit selon le conseil régional, c'est de pouvoir prendre en charge de façon durable, des travailleurs, de plus en plus nombreux, qui changent de boîtes très souvent et passent par des périodes fréquentes de chômage. Seule une prise en charge conjuguée des unions de secteur et des professions peut assurer le suivi des hors-statuts. Et le seul objectif, les intérimaires le disent eux-mêmes, c'est l'embauche dans leur entreprise utilisatrice, toutes les luttes devant aller vers une unification des droits et des statuts dans les entreprises, notamment par le



En novembre 1979 déjà, des assises sur les hors-statuts...

biais des CHS. C'est pourquoi la région s'oppose à la négociation que la confédération voudrait mener avec le CNPF pour la signature d'une convention collective nationale intérim, acceptation de l'institutionnalisation du travail précaire.

Et Edmond Maire répond par une pirouette : la Basse-Normandie expérimente à sa façon sur cette question, laissez-nous expérimenter nous aussi ! Certaines interventions (les métaux de Lisieux, l'Union de secteur de Cherbourg) visèrent à relativiser la prise en charge des hors-statuts : ce qui est important ce sont les 35 heures, l'unité d'action etc. Et pourtant Edmond Maire devait souligner l'extrême importance de cette question pour le syndicalisme, question de survie : « Il faut que le syndicalisme sorte de sa base ouvrière historique, qui va se rétrécir comme une peau de chagrin, à cause de l'affaiblissement de l'industrie classique, à cause du développement d'un autre type de salarié par le bouleversement technologique et à cause de la remise en cause des statuts ». « Le syndicalisme doit devenir un facteur de cohésion des classes ouvrières, dit Edmond Maire, ce qui implique de sortir des usines et de renforcer le caractère

interprofessionnel de l'action, sinon se profile le risque d'un syndicalisme à l'américaine, d'apparence dure et combative mais ne défendant qu'une certaine catégorie de travailleurs ».

Le résultat des élections

Le rapport d'activité :
Pour : 58,2 %
Contre : 24 %
Abstentions : 17,8 %

Le rapport d'orientation :
Pour : 58,8 %
Contre : 24,6 %
Abstentions : 16,6 %

La résolution générale :
Pour : 63,5 %
Contre : 27 %
Abstentions : 9 %

Au point mort sur les solutions industrielles

Sur la question des restructurations, il faut que les syndicats

...s'étaient tenues à Caen à l'initiative de l'UR-CFDT.



soit porteurs d'exigences industrielles, dit la région. Le débat ne s'est pas fait en profondeur dans l'organisation et le SGEN académique dans son intervention, rappelait tous les dangers qu'il y avait à proposer des solutions industrielles dans le cadre du capitalisme. Mais le débat n'a pas avancé d'un pouce depuis deux ans : les arguments de la région sont restés sur le papier, n'ont mobilisé personne et seul le SGEN met en garde contre les dangers de cette voie.

Sur la question du nucléaire, le congrès était coupé en trois : d'un côté, Cherbourg et surtout le SNPEA (Syndicat National des Personnels de l'Energie Atomique) dénonçaient violemment le texte régional et relativisaient les dangers du nucléaire et le rôle de l'extraction du plutonium par l'usine de retraitement de La Hague. D'un autre côté, le SGEN par le jeu d'amendements, visait à ce que la région et le congrès s'opposent au développement et à la poursuite de l'expérimentation menée à La Hague et la troisième partie du congrès en fin de compte avait du mal à suivre le problème parce que beaucoup de syndicats et d'Unions de secteur, malgré leur affirmation de congrès, reconnaissent que le nucléaire n'est plus une priorité pour eux.

Sur l'unité d'action

Sur l'unité d'action les positions exprimées au congrès furent très divergentes. Pour certains (métaux Lisieux, Union des secteurs de Cherbourg) il faut faire son deuil de l'unité CGT-CFDT ; pour d'autres, il faut la réaliser à tout prix. Pour l'Union Régionale, il faut la rechercher à tous les niveaux et dans tous les cas, mais cela ne doit pas empêcher l'action. Quant à Edmond Maire, il déclare que l'unité connue de 1966 à 1979 n'existera plus et qu'il faut la remplacer par une unité par objectif qu'il faut proposer à tous les travailleurs et donc à tous les syndicats, « y compris réformistes ».

Sur les relations avec la confédération, les textes de la région, tout en étant critiques sur de nombreux aspects, s'inscrivent dans la logique du débat constructif. Un amendement du SGEN demandait que la région tienne compte de l'impasse de la politique confédérale et s'engage dans la structuration de l'opposition déclarée à la confédération, mais le congrès refusa cette démarche.

Avant de voter pour les différents textes, Guy Robert, secrétaire général, au nom de l'équipe sortante et candidate, demanda que tous ceux qui critiquent l'orientation régionale votent contre plutôt que de se réfugier dans l'abstention, pour que les élus à la direction régionale dans les deux ans à venir sachent sur qui ils peuvent compter dans la région : c'est pourquoi, le résultat, s'il confirme le maintien des orientations actuelles, porteur d'un renouveau offensif du syndicalisme, notamment sur la question de l'unité des travailleurs, montre également le désarroi et le désaccord des militants habitués à un syndicalisme plus traditionnel, tels les métaux et Cherbourg où l'arsenal a un poids prédominant. Et même si la résolution générale et la motion sur l'action rappelant la plate-forme revendicative de la CFDT ont été votées par environ 60 % des mandats, il n'en reste pas moins que le problème principal reste la prise en charge effective de ces tâches par les unions de secteur et les professions, et là rien n'est joué.



Juan Carlos s'est adressé à l'armée, à Saragosse, une semaine après la tentative de coup d'Etat. Une armée encore peu épurée après 40 ans de franquisme.

L'ESPAGNE PERPLEXE

Plus d'une semaine après le coup de Madrid, la situation paraît revenir à une relative normalité outre-Pyrénées. Pourtant, se retrouvant face à elle-même, l'Espagne demeure manifestement perplexe. Tout en mettant au jour certains aspects généralement sous-estimés de la société espagnole, la tentative du 23 février soulève en effet de nombreuses questions sur son évolution future.

Par Frédéric FERRER

La première de ces questions concerne le coup d'Etat lui-même. Certains, pas seulement à droite, veulent rester sur l'impression qu'il n'y a eu que le soubresaut de quelques exaltés, même très haut placés.

A l'appui de cette thèse, viennent le loyalisme affiché par la grande majorité des chefs militaires, l'apparente impréparation du putsch, l'aspect guignolesque — même si c'est de Grand-guignol qu'on a failli parler — de l'irruption de Tejero et de ses sbires à la tribune du Congrès des députés et sur les écrans de la télévision espagnole.

Il est vrai qu'un des résultats apparents de l'opération aura été de « brûler » les plus fanatiques

parmi les responsables de l'armée favorables à un retour en arrière.

Milans del Bosch, ancien défenseur de l'Alcazar de Tolède, était connu pour ses opinions « ultras », le général Armada, chef de la conspiration est, comme Milans, un des derniers survivants en exercice de la division « Azul », qui a combattu sur le front russe dans l'armée nazie. Quant à Tejero, c'est un exalté notoire qui en est à sa cinquième manifestation de rébellion et à son deuxième complot contre l'Etat.

Destitués, sous les verrous, ce sont donc les plus activistes des chefs militaires qui semblent aujourd'hui neutralisés, alors que l'autorité du roi paraît renforcée,

sur l'armée comme dans le pays.

Tous ces éléments incitent à une lecture plutôt rassurante des événements de février : beau prétexte pour entreprendre l'épuration limitée, disons l'écramage, qu'on n'avait pu mener à terme jusqu'alors et, du coup, avec l'aval inespéré de la droite constitutionnaliste et des généraux fidèles à la monarchie.

Les semaines qui viennent et l'ampleur des sanctions qui seront prises permettront de dire dans quelle mesure cette vision des choses est conforme à la réalité. Mais même dans ce cas, la question de l'armée et de la menace qu'elle fait peser sur la démocratie post-franquiste serait loin d'être résolue.

Une armée peu épurée

C'est à grand peine que Juan Carlos avait pu, par une habile politique de promotions et de mises à la retraite, nommer des officiers de sa confiance à certains postes clés. Dans un corps où tout un chacun ne lit que la presse la plus ouvertement nostalgique (comme *El Alcazar* saisi le matin du putsch parce qu'il en donnait une version par trop complaisante), un avenir brillant est assuré à tout officier qui serait, sans arrière-pensée, favorable à la Constitution : le pouvoir

en manque désespérément. Pourtant la résistance de la hiérarchie avait empêché la réintégration des quelques officiers démocrates qui avaient constitué « l'Union Militaire Démocratique » dans les premières années de la transition.

En fait, il faut considérer comme une donnée de l'équation espagnole que l'institution militaire est restée un corps foncièrement fasciste qui n'a accepté l'évolution démocratique que par raison d'Etat ou par légitimisme monarchiste. De là les égards prodigués aujourd'hui aux gardes civils insurgés dans les quartiers où ils sont consignés. De là surtout la pagaille qui régnait le soir du putsch au quartier général de l'Armée, réunie face à la Chambre : c'est ainsi qu'une centaine de policiers militaires de la division Brunete ont pu traverser les lignes loyalistes pour venir renforcer la troupe de Tejero. De là enfin, les six heures de palabres qu'il aura fallu au roi pour réduire la tentative en isolant les putschistes au sein de l'armée, longues heures d'hésitation qui en disent long...

Enfin, il ne faudrait pas se tromper sur les véritables sentiments de certaines forces dont le loyalisme n'a pas fait défaut au Roi. Parmi celles-ci, la Police Nationale, aussi peu épurée que l'armée et qui, la veille du putsch,

se mobilisait massivement pour faire bloc autour des tortionnaires du militant basque Arregui. La cheville ouvrière du « gouvernement de crise » constitué par Juan Carlos n'était-elle pas le directeur de la Sécurité de l'Etat, Francisco Laina, celui-là même dont les services venaient d'être directement mis en cause précisément dans l'affaire Arregui ?

Puissants dans l'Etat, isolés dans le pays

On le voit, les putschistes étaient loin d'être isolés dans l'appareil d'Etat. Ce qui leur aura manqué, outre l'appui sollicité du roi, c'est celui des forces politiques autres que marginales (dans cette affaire le principal parti néo-franquiste, l'Alliance Populaire de Fraga, est nettement apparue comme une force constitutionnaliste), c'est au fond de représenter le choix ne serait-ce que d'une partie significative des milieux économiques dirigeants, aujourd'hui résolument tournés vers l'Europe et donc acquis à la démocratie parlementaire. Dans ces conditions, le pronunciamiento manquait de crédibilité et ne pouvait que susciter l'indécision des chefs militaires qu'il prétendait entraî-

ner. Pourtant, au-delà de ces facteurs régressifs l'Espagne connaît des problèmes suffisamment graves pour que l'on puisse s'attendre dans un avenir rapproché à de nouvelles et importantes difficultés à gouverner. Parmi celles-ci, la question nationale, surtout basque, et celle du chômage, notamment en Andalousie, peuvent prendre un tour extrêmement aigu et occasionner une nouvelle paralysie de l'Etat. Alors qui peut garantir que l'armée la plus interventionniste d'Europe ne basculerait pas, et cette fois-ci avec de plus sérieux appuis ?

Sous la menace

L'histoire, même si elle ne se répète pas, n'enseigne-t-elle pas qu'un coup d'Etat raté peut parfaitement être suivi d'une prise de pouvoir réussie ? En Espagne on rappelle l'exemple du Chili et celui du général Sanjurjo dont la tentative précédente de quatre ans celle de Franco. Quant à celle du général Armada, ce ne sera que la 25^e en Espagne depuis 186 ans, dont 40 au moins de gouvernement militaire.

On n'a pas le droit de sous-estimer pareille menace. Aussi, l'ensemble de la classe politique paraît-elle préoccupée de trouver une formule politique qui garantisse une certaine stabilité. Le gouvernement de Calvo Sotelo prétend la trouver dans la « continuité ». Pour lui, « la période de transition est désormais achevée » ce qui signifie en clair que, répondant aux pressions de sa droite, il prétend traiter de façon plus défensive les dossiers en suspens, comme celui des

autonomies. Quant à son attitude par rapport à l'armée, il est hors de doute qu'il s'efforcera de minimiser les responsabilités qui, c'est sûr, remontent cependant très loin dans la hiérarchie militaire. En cela, il ne fera que suivre les recommandations du roi qui, dès le lendemain du complot déclarait aux chefs des partis politiques : « Une réaction dure et ouverte des forces politiques contre ceux qui ont commis les actes de subversion de ces dernières heures n'est certainement pas à conseiller mais l'extension de telles réactions et leur généralisation à l'ensemble des forces armées et de sécurité produiraient des effets encore plus nettement contraires à ceux que l'on en escompterait ».

L'union nationale est-ce une solution ?

Quant à sa composition, c'est à quelques variantes près, la copie conforme du précédent cabinet : mêmes ministres à l'Intérieur, aux Affaires étrangères, à l'Administration territoriale... Ce qui laisse présager, malgré un contexte différent, la réédition des difficultés qui avaient conduit à la démission de Suarez.

D'ailleurs faut-il rappeler que ce gouvernement ne doit son investiture qu'au silence observé sur les plus épineuses questions agitées avant le coup d'Etat ? Aussi ne doit-on pas surévaluer le ralliement de circonstance des centristes autonomistes de la Minorité catalane et de la droite constitutionnaliste de Fraga Iribarne ; et le pronostic de Carrillo qui ne donnait pas plus de cinq

mois à ce gouvernement paraît tout aussi assuré après les événements de février.

La solution qui monte, c'est celle du gouvernement d'union nationale, solution depuis longtemps préconisée par le PCE et à laquelle vient de se rallier le PSOE (parti socialiste) et, apparemment l'aile social-démocrate de l'UCD (parti gouvernemental).

Cette perspective entre évidemment en résonance avec l'unanimité qui s'est exprimé dans toute l'Espagne (hormis le Pays Basque) lors des immenses manifestations du vendredi 27, et au cours desquelles on a pu voir fidèles de Fraga et militants du PCE défilier au coude à coude. Mais quel programme est susceptible d'unir un tel gouvernement alors que les pressions de la droite se font si fortes, et que les points de vue restent si différents sur des questions comme l'entrée dans l'OTAN, les autonomies, l'armée, la police ? Dans l'état actuel du mouvement populaire qui, tout en réaffirmant son attachement aux conquêtes démocratiques, paraît plus que désorienté, n'est-ce pas plutôt en cédant à ses pressions que cette démocratie bourgeoise cherchera à trouver une stabilité ? Ne doit-on pas entendre une telle indication dans le discours que vient de prononcer le roi à Saragosse et dans lequel il invite l'armée et les forces politiques à trouver un terrain d'entente ?

Cette orientation ne s'imposerait-elle pas dans l'avenir à tout gouvernement, quelle que soit la formule de coalition sur laquelle il repose ? A moins que des élections anticipées, dont personne ne veut mais qui pourrait devenir indispensables, ne viennent modifier les données de la politique parlementaire. ■

MANIFESTATION DE SOLIDARITE AVEC LE SALVADOR

MERCREDI 24 février, de la place St-Augustin à la place de la Concorde, dans le quartier de l'ambassade américaine, 5 000 personnes ont crié leur solidarité avec le peuple du Salvador, ont affirmé bien haut son droit à l'auto-détermination, ont dénoncé l'intervention impérialiste américaine. En tête du cortège, les comités de soutien au peuple salvadorien, le comité Nicaragua et le comité Guatemala, organisations à l'initiative de cette manifestation ; venaient ensuite les banderoles unitaires des organisations et partis soutenant cette initiative, organisations humanitaires et partis d'extrême-gauche, organisations et partis iraniens dont le peuple a subi l'emprise américaine, militants anti-impérialistes et défenseurs des droits de l'homme.

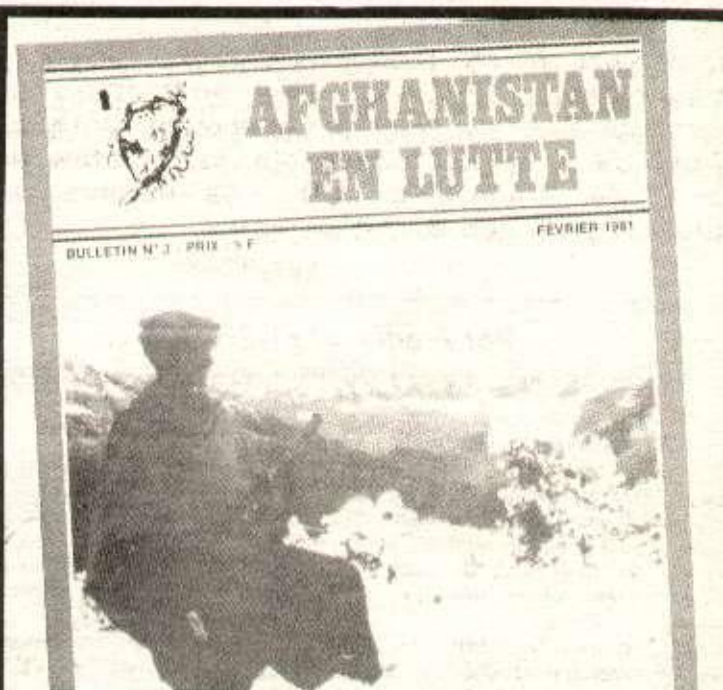
5 000 personnes, c'est beaucoup et ce n'est pas assez... C'est beaucoup si l'on songe que les partis et syndicats de gauche n'ont pas cru bon de participer à cette manifestation. Ce n'est pas assez parce que le Salvador, c'est 12 000 morts par an dans un pays de 4 millions d'habitants, des corps mutilés où des mères ou des femmes

en pleurs cherchent en vain les traits d'un visage, le visage de leur mari, de leurs fils disparu, entraîné par la Garde nationale ou les groupes paramilitaires ; le Salvador c'est le pays qu'a choisi Reagan comme terrain d'affrontement avec Cuba et l'URSS ; le Salvador, c'est un nouveau foyer de tension internationale que veut allumer l'impérialisme américain. Le peuple salvadorien fera les frais d'une telle volonté.

Le succès, car succès il y a, de cette manifestation est à mettre au bénéfice des efforts des militants des trois comités Salvador, Guatemala et Nicaragua. Ces efforts nous nous devons de les relayer, comme nous nous devons de le diffuser : les affiches de soutien, la brochure « El Salvador, une perspective révolutionnaire », le montage de diapositives, le film de F. Diamond *La Révolution ou la mort*, tous disponibles au comité de solidarité avec le peuple du Salvador, 45 bis, rue de la Glacière, Paris XIII^e ou en téléphonant au 555 25 54.

Le 20 mars, à la Mutualité, nous devons être nombreux aux « 6 heures pour le Salvador et l'Amérique centrale » !

L'investiture de Calvo Sotelo. Carrillo ne donne pas cinq mois à son gouvernement.



Le numéro 3 du bulletin *Afghanistan en lutte* peut être commandé en écrivant à C. Freyss, 20 rue Pierre Brossolette 93 130 Noisy-le-Sec. (Tél. 845-50-41).

Le numéro : 5 francs

Au sommaire notamment :

- Une interview de Mike Barry
- Kaboul fin 80
- Un dossier sur la place et la lutte des femmes
- Une interview du commandant S. Madjrouh
- Les activités du MSRA



De la CFTC à la CFDT :
« Reconstruction » (1947-1972)
de Paul Vignaux*

A LA RECHERCHE D'UNE IDENTITE POLITICO-SYNDICALE

Le livre de Paul Vignaux dresse le tableau d'une sorte d'histoire des idées qui ont fait la CFDT. « Les militants CFDT savent-ils la part d'eux-mêmes qu'ils doivent à *Reconstruction* ? » demande E. Maire, dans sa post-face. Cet ouvrage s'efforce de répondre à une telle interrogation, qui n'est pas propre aux seuls cédétistes, et dévoile des « éléments anciens qui forment la trame de convictions et de découvertes récentes » de la CFDT.

Par Stéphane RAYNAL

C'EST surtout dans la première partie de l'ouvrage « *Action syndicale dans la démocratie française* » et dans le dernier chapitre « *Du syndicalisme démocratique à l'autogestion* » qu'on trouve un maximum d'éléments sur le rôle et la nature du groupe *Reconstruction* dont Paul Vignaux nous conte vingt-six ans de cheminement (1946-1972). Constituée par des militants du SGEN (François Henry et Paul Vignaux) et de jeunes militants ouvriers, issue de la JOC et de la Résistance (Fernand Hennebicq d'EDF-GDF et Charles Savouillan des Métaux), *Reconstruction* est « un groupe de travail intellectuel » dont les initiateurs ont « conscience de leur situation de syndicalistes dans un pays à reconstruire ». La réflexion du groupe se marquera par la rédaction d'études dans des *Cahiers* qu'il éditera jusqu'en mars 1972. Des responsables confédéraux de la CFDT, après 1964, aussi importants que Descamps (Métaux), Detraz (Bâtiment), Declercq (Loire-Atlantique), Julliard (SGEN), Mathevet (Loire), Maire (Chimie) ont contribué à l'évolution de la CFTC par leur activité au sein de *Reconstruction*. Paul Vignaux le rappelle : « La minorité ainsi apparue poursuivant son combat jusqu'à la mutation de 1964, *Reconstruction* en a été, spécialement jusqu'en 1957*, le bureau d'études, selon l'expression même des minoritaires de l'époque ».

La confrontation avec le marxisme

Mais là où l'ouvrage de Vignaux apparaît sans doute le plus intéressant, c'est dans les éléments qu'il donne sur la démarche qui fut celle du groupe *Reconstruction* dans l'élaboration d'un certain nombre de thèmes qui marqueront l'identité politico-syndicale de la nouvelle CFDT.

La mobilisation de ceux qui ont constitué *Reconstruction* s'est en effet effectuée sur deux fronts : contribuer à un ancrage différent de la Confédération (plus ouvrier, se dégageant de références confessionnelles) et faire face aux « défis du marxisme ». Plus prosaïquement, être à même de tenir tête à la CGT et au PCF dans lesquels même les minoritaires CFTC ne se reconnaissent pas.

En effet, la CFTC est alors encore très repliée sur des bases d'implantation peu ouvrière, sans fédérations d'industrie, marquée par une référence confessionnelle forte et des liens non négociables avec un parti comme le MRP. Pour les minoritaires CFTC et *Reconstruction* c'est une situation pesante et dont ils ne peuvent se sortir qu'en recherchant une alternative crédible en milieu ouvrier. Et c'est dans ces conditions que s'offre la confrontation au marxisme.

L'un des animateurs de *Reconstruction*, Charles Savouillan dira, en 1953, devant une confé-

rence de la SFIO : « Le principal effort de nos camarades a porté depuis des années sur la reconquête syndicaliste des milieux du travail, notamment dans les industries et les entreprises-clés, sur lesquels s'est établie, par un long travail, l'emprise d'un parti totalitaire et de ses organisations satellites ».

Il va s'agir pour le groupe de fournir d'abord à la minorité CFTC puis à la CFTC/CFDT tout entière une certaine « légitimation » de son activité en milieu ouvrier et lui conférer peu à peu une identité nouvelle, qui ne soit pas fondée sur la « morale sociale chrétienne » comme avant-guerre.

Un syndicalisme « techniquement révolutionnaire ? »

L'approfondissement d'une orientation non-communiste pour le syndicalisme a amené à un moment donné (1948-1949), les initiateurs de *Reconstruction*, et une partie de la minorité CFTC avec eux, à chercher dans la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL) un cadre favorable tant à une évolution vers la « déconfessionnalisation » qu'à la recherche de références socialistes/non-communistes.

Battus dans les débats de la CFTC et ses congrès, ils ont néanmoins conservé liens et sources de réflexion du côté des centrales syndicales des USA, de Grande-Bretagne, Allemagne et Suède (et même des partis sociaux-démocrates d'Europe du Nord, liés à ces centrales).

Partant des tentatives anglo-saxonnes de « dépasser l'alternative réforme/révolution », *Reconstruction* en vient à militer pour un « syndicalisme techniquement révolutionnaire ». Par là sont soulignés à la fois l'importance de l'analyse économique et un surprenant rapprochement avec le syndicalisme révolutionnaire pré-communiste (Pelloutier, la Charte d'Amiens) : par-dessus l'histoire concrète du mouvement ouvrier français depuis les années 1920, *Reconstruction* va tenter de nouer laborieuse-

ment les fils de traditions syndicales non-communistes. Contre le développement du rôle de l'Etat et du législatif dans les conflits sociaux, pour une revalorisation de rapports contractuels entre syndicats et patronats, ce courant cherche une synthèse : « Le syndicalisme français de tradition révolutionnaire rejoint le trade-unionisme anglo-saxon ».

Plan et socialisme

Comme on le voit dans les fréquentes références de ce livre, les choix anti-capitalistes de *Reconstruction* s'expriment dans une approche économique non-marxiste, des contradictions du système. Il en résulte quelques thèmes privilégiés (dont la CFTC, et en partie la CFDT actuelle, ont assumé peu ou prou le legs) tels que l'importance de « retirer au capital la fonction d'entrepreneur », c'est-à-dire la décision de mobilisation et d'emploi de l'épargne, du crédit et du profit. De l'entreprise à la nation, le syndicalisme ne saurait, selon Vignaux, « se suffire d'une action directe sur les salaires ». Planification et orientation des investissements s'imposent comme des moyens à saisir pour le syndicalisme. Le groupe *Reconstruction* « déclarera l'accumulation problème national, mettra en question l'accumulation imposée aux travailleurs, qu'elle soit capitaliste ou soviétique, et préconisera un contrôle démocratique de l'investissement en particulier de l'autofinancement ».

Comment situer cette orientation du groupe (et de la minorité qui en sera porteuse dans la CFTC, jusqu'à faire partager ses conceptions au Congrès de 1959, par l'adoption du rapport de Gilbert Declercq sur la « planification démocratique » ? Qu'il suffise pour en saisir l'importance de dire que c'est le thème majeur de toute la seconde partie de l'ouvrage de Vignaux (intitulée simplement *Socialisme*) et que les *Cahiers Reconstruction* ont porté en exergue de toutes leurs publications cette citation du travailleur anglais A. Bevan : « Le socialisme signifie la conquête

des positions dominantes de l'économie » !

En fin de compte, ce vigoureux plaidoyer en faveur d'une démarche politico-syndicale indépendante, révèle une pensée qui s'est construite à la fois face à la référence soviétique et au complexe PCF-CGT dans les entreprises, et contre les séquelles d'un syndicalisme « confessionnel », à tentation corporative. Mais il nous laisse aussi le témoignage de fréquentes convergences avec les efforts de la social-démocratie européenne pour se renouveler : en club « syndical », *Reconstruction* était représenté (par P. Vignaux lui-même et P. Courmil, du SGEN également) dans la construction de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste en 1967, et impliqué — en 1971 — dans les efforts de la Convention des Institutions Républicaines de François Mitterrand lors de la création du « nouveau PS ».

Groupe d'étude et de réflexion élaborant, parfois au prix de synthèses contestables et pour le moins « originales », une ligne de conduite pour un syndicalisme « non-communiste », assumant la confrontation sur le terrain des entreprises avec la CGT, *Reconstruction* a précisément œuvré à l'évolution de la CFTC en CFDT. Paul Vignaux, acteur privilégié, présente les matériaux essentiels de ces constructions politico-syndicales dans son ouvrage. Néanmoins leur discussion reste à faire. L'identité de l'actuelle CFDT s'y retrouve pour partie : l'apport de *Reconstruction* à ses présentes orientations serait à situer, y compris pour en réévaluer la pertinence ! Ne serait-ce pas la moindre des choses pour une centrale que se veut « laïque » que de désacraliser et interpellier son passé ?

* De la CFTC à la CFDT :
« *Reconstruction* » (1947-1972)
de Paul Vignaux,
postface d'Edmond Maire,
Les Editions Ouvrières, 1980

* Date où les minoritaires rentrent au Bureau confédéral sur invitation de Bouladoux et Jean-son.

Agence de Presse Lycéenne

« LES LYCÉENS PARLENT AUX LYCÉENS »

Touchant près de 150 lycées et LEP, l'Agence de Presse Lycéenne (APL) existe maintenant depuis presque un an. Son objectif : devenir un lieu d'information, de liaison et de débats pris en charge par les lycéens eux-mêmes, au service des luttes lycéennes. Nous avons rencontré des lycéens et animateurs de l'APL. Ils nous ont expliqué l'origine, le développement de cette forme originale de regroupement de lycéens, mais aussi les questions qui se posent aujourd'hui à l'heure du premier anniversaire de leur projet.

► Comment est née l'Agence de Presse Lycéenne ?

L'Agence de Presse Lycéenne (APL) est née de la rencontre de lycéens ayant accumulé une certaine expérience et des lycéens en lutte pour la première fois lors du mouvement des élèves de LEP contre les stages en entreprise qui s'est déroulé à Paris — puis nationalement — au début de l'année 1980.

Ensemble nous avons essayé de combattre les aspects négatifs de ce mouvement : la mainmise d'organisations politiques sur les coordinations d'élèves qui dépossédait les lycéens de leur mouvement, les querelles de boutiques qui ont abouti sur Paris à ce que le même jour et à la même heure se déroulent deux manifestations différentes contre les stages Beullac, la non-prise en compte des préoccupations concrètes des élèves quant à la conduite de leur mouvement. Et puis les plus expérimentés ont constaté qu'à ces difficultés s'ajoutaient les problèmes habituels liés à toute lutte lycéenne : l'isolement, la dispersion, l'absence d'information sur ce qui se passait dans les autres villes, l'inexpérience des lycéens. C'est-à-dire que lors de chaque lutte les lycéens redécouvrent et tentent de résoudre des problèmes dont pourtant des éléments de réponse ont été apportés lors des luttes précédentes. En fait, il s'agit de l'absence de transmission de l'expérience accumulée, de « mémoire lycéenne » liée à la nature même du milieu lycéen.

L'APL est une tentative de réponse à ces problèmes. La décision de créer l'APL a été prise par un peu plus d'une vingtaine de lycées et LEP de différentes villes réunis lors d'une Rencontre nationale, convoquée par ce groupe d'élèves parisiens.

► Comment l'APL définit-elle son rôle ?

Le rôle de l'APL avait été ainsi fixé lors de cette rencontre : favoriser l'échange d'expériences en publiant les correspondances, les articles qui seraient envoyés par les lycéens, être un moyen de liaison souple entre les lycéens et enfin assurer l'information sur les mesures gouvernementales concernant l'école. Bref, être un instrument de liaison et d'information propre aux lycéens, pris en charge par les lycéens. Sur cette base nous nous sommes lancés dans l'aventure !

D'avril à juin, nous avons sorti trois numéros de l'APL et, par la presse, par le travail des correspondants nous sommes passés des 20 lycées et LEP à l'initiative de l'APL à près de 120 lycées et LEP. La preuve était donc faite que l'APL répondait effectivement à un besoin. A la rentrée 1980-1981, nous étions un peu inquiets : l'APL portée par les prolongements du mouvement de l'an dernier, parviendrait-elle à se maintenir, à s'étendre en l'absence de lutte ?

Là encore c'est un succès, puisque d'octobre à février, nous avons publié quatre numéros de l'APL et que malgré les départs des lycéens en fac, nous touchons aujourd'hui un peu plus de 150 lycées et LEP dans un grand nombre de villes.

► Qui sont les correspondants de l'APL ?

Du point de vue de leur opinion nous nous sommes aperçus que localement l'APL est prise en charge bien sûr par des lycéens non-organisés mais aussi — à titre individuel — par un éventail de militants allant de la gauche à l'extrême-gauche en passant par des militants chrétiens.

Les correspondants ou lecteurs de l'APL témoignent assez fidèlement de la situation des luttes lycéennes aujourd'hui. Nous ne connaissons pas encore très bien l'ensemble des correspondants ou lecteurs de l'APL, mais on peut estimer qu'à peu près 50 % des correspondants de l'APL sont des lycéens isolés qui veulent connaître ce qui se fait dans les autres lycées mais qui ont du mal à voir comment s'y prendre pour changer les choses sur leur lycée. Ensuite il y a près de 25 % de correspondants de l'APL qui sont des petits groupes informels de lycéens, qui essaient de commencer à transformer la vie sur leur lycée souvent par le biais d'un ciné-club ou d'un club-info. Enfin, les 25 % restants sont constitués par des comités de lutte, des coordinations, des équipes de journaux lycéens, des groupes lycéens qui ont pris l'habitude de travailler et de réfléchir collectivement.

Dans certains endroits l'APL a permis à un élève isolé de rencontrer d'autres élèves en faisant circuler le bulletin et de créer un premier regroupement d'élèves.

Cette description du profil actuel de l'APL confirme la définition de l'APL qui s'est dégagée peu à peu des correspondances, des débats qui se sont déroulés dans l'APL. Le parti-pris du départ de ne pas adopter une démarche « dirigiste » dans l'APL a été développé et enrichi. Ce qu'on pourrait appeler « un état d'esprit » APL s'est peu à peu forgé. On peut le résumer ainsi : compte tenu du recul des formes d'organisations spontanées des lycéens, compte tenu de l'absence ou de la fragilité des grands mouvements lycéens, l'APL n'a pas à donner de leçons aux lycéens, elle doit s'efforcer de partir des lycéens : respecter la diversité des formes d'organisations. De la même manière, l'APL veut respecter la diversité de l'activité lycéenne (animation de foyer, luttes diverses, délégués, journaux lycéens, etc) et les formes d'actions choisies. Nous sommes persuadés que ce n'est pas par des mots d'ordre généraux qu'on favorisera un renouveau de l'activité dans les lycées, mais que seul le caractère exemplaire et convaincant des actions ou luttes menées ici ou là dans divers domaines sera susceptible de persuader les lycéens de ce qu'il faut faire. Cette démarche « par le bas » s'appuie aussi sur le constat d'échec — dans la mesure où personne n'a fait ses preuves en matière de repré-

sentativité, d'efficacité et d'organisation durable — des tentatives de construction d'organisations lycéennes au plan national et sur le rejet ou la méfiance — légitime — de la part des lycéens vis-à-vis de ce qui se prétend national et représentatif des lycéens.

Enfin, l'APL est devenue de plus en plus un lieu de débat, de réflexion des correspondants.

L'APL devient peu à peu un lieu de réflexion collectif sur les luttes lycéennes ou sur l'école en général pour tous les lycéens ou groupes lycéens.

► Comment fonctionne l'APL ?

Au plan local, certains correspondants reproduisent des extraits de l'APL dans des journaux lycéens, d'autres la reproduisent et la diffusent largement. On peut estimer bien que ce soit difficile dans ces conditions qu'il y a au minimum 1 500 lecteurs de l'APL.

A Paris, c'est le collectif APL Paris, composé d'un peu plus d'une quinzaine de lycéens — de sensibilités diverses — qui reçoit le courrier, publie tout ce qui lui parvient sur l'école et la vie au lycée, fabrique et expédie l'APL. Sur Paris, nous nous sommes efforcés de dépasser ce rôle technique pour devenir un lieu où l'on réfléchit, débat et fait des propositions pour l'ensemble de l'APL. Nous nous efforçons d'avoir des liens plus étroits avec les correspondants et de susciter une telle prise en main créative de l'APL dans tous les groupes locaux.

► Quelles sont les perspectives de l'APL ?

De la même manière qu'une définition de l'APL s'est peu à peu dégagée des contributions aux débats, des articles que nous avons reçus, un certain nombre de questions ont été posées sur le rôle et l'avenir de l'APL.

C'est une Rencontre nationale des correspondants de l'APL qui doit en débattre. Les questions essentielles sont les suivantes :

— L'APL doit-elle s'ouvrir à d'autres thèmes que l'école et la vie au lycée puisque les préoccupations des lycéens et leur activité elle-même embrasse d'autres thèmes comme l'international, le nucléaire, les femmes, le racisme, l'armée, etc ?

— L'APL doit-elle jouer un rôle dynamique pour le développement des luttes lycéennes ? Comment le faire sans tomber dans les défauts dénoncés par le passé ?

— L'APL doit-elle se structurer davantage ? A quel niveau ?

— L'APL peut-elle jouer un rôle « unitaire » chez les lycéens, faut-il lutter pour que des gens qui s'ignorent le plus souvent, s'insultent parfois, arrivent à travailler ensemble face aux attaques du pouvoir contre l'école ?

— L'APL doit-elle jouer un rôle actif dans la réalisation de l'unité lycéens/profs/parents ?

— comment passer à l'offensive sur la question de l'école ?

Comment supprimer la coupure que l'on rencontre souvent entre les noyaux d'élèves actifs et la masse des lycéens ? Pour répondre à ces deux questions, ne faut-il pas envisager que l'APL s'investisse dans une enquête et une réflexion en profondeur sur l'école et surtout sur le rapport des lycéens à l'école sous ses différents aspects ?

A toutes ces questions, il nous faut trouver des réponses originales, nouvelles surtout, partant de l'expérience concrète des lycéens. En tout cas, comme nous le disons souvent « si nous devons réfléchir à ce qu'il faut faire, nous savons très bien ce dont nous ne voulons pas ! »

L'APL ne considère pas qu'elle détient la vérité, elle se considère comme une composante de ceux qui travaillent au renouveau des luttes lycéennes.

D'ailleurs le collectif APL Paris a demandé à différentes organisations des échanges de vues à ce propos. Nous souhaitons rencontrer le maximum d'organisations — à gauche évidemment — pour leur faire connaître l'APL et alimenter notre réflexion propre.

► Comment l'APL compte-t-elle se développer ? Parvient-elle à s'en sortir financièrement ?

L'APL, pour se développer a besoin de se faire connaître : la presse joue un rôle évident dans ce sens, mais nous pensons que les professeurs intéressés par l'expérience de l'APL, peuvent jouer un rôle capital pour faire connaître l'APL à des lycéens qui lisent peu de journaux et que nous ne toucherions jamais sans eux.

Enfin, la question des finances est importante, cela va de soi puisque nous voulons rester indépendants de toutes organisations politiques ou syndicales. Pour l'instant nous avons tenu le coup grâce aux abonnements, aux collectes organisées par les lycéens : mais cette source n'est pas inépuisable, d'autant plus que nous avons pour projet de paraître tous les quinze jours sur 4 pages dès que possible. Nous comptons sur l'aide financière des profs et des adultes qui trouvent l'initiative intéressante et ne veulent pas la voir disparaître.

La Rencontre nationale APL aura lieu les 21 et 22 mars à Paris
Pour tous contacts :
Pascal FAMERY
79 rue des Cascades 75020 Paris

Abonnement 10 n°
Profs, salariés : 50 F
Lycéens : 20 F

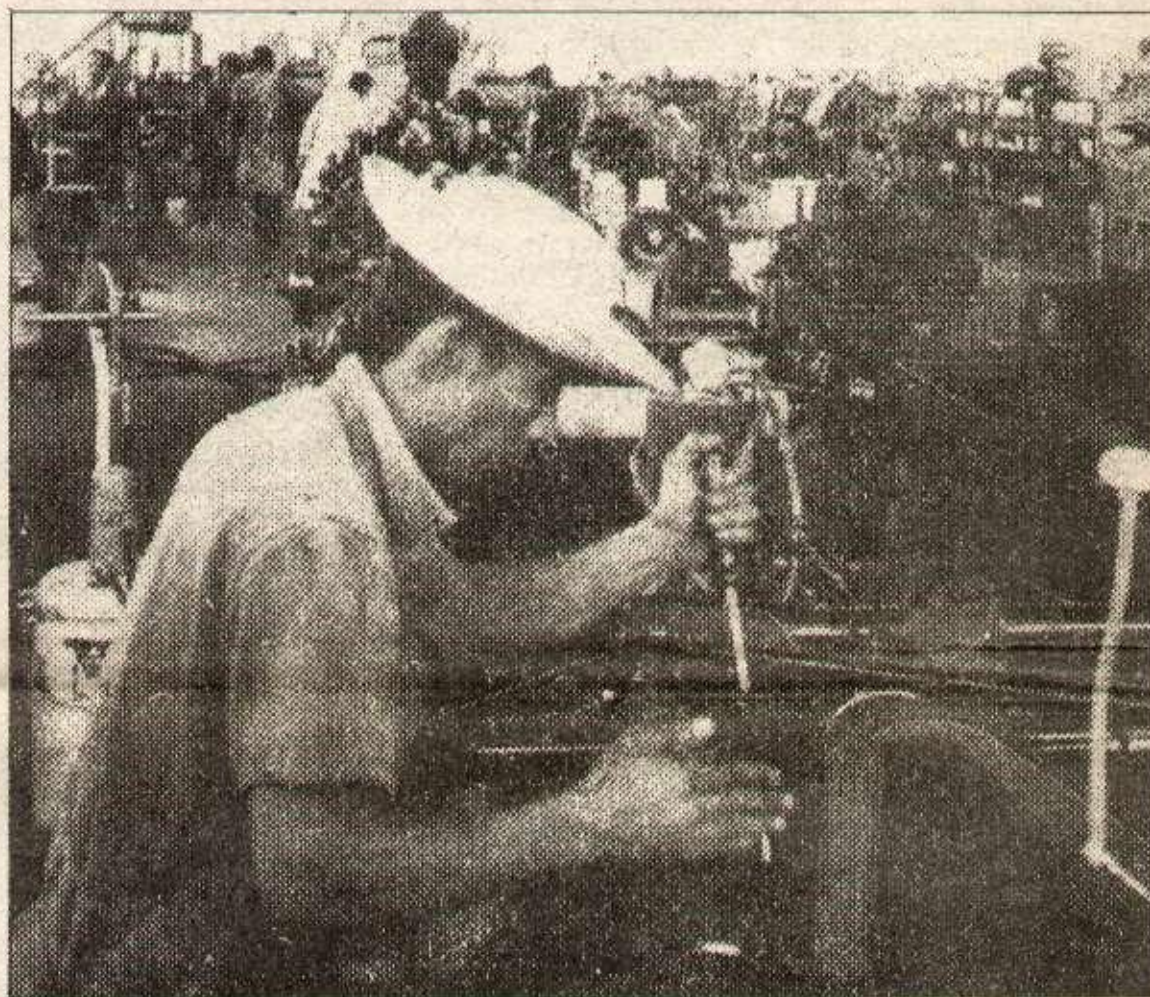
Pour Lula,
« le syndicat
aussi
est politique ».



Par Jean-Louis BRUNET

BRESIL

« ET DIX « LULA » SE LEVERONT... »



Le droit de grève est légal, mais les conditions à remplir le rendent très restrictif.

L'OUVERTURE à la brésilienne : jugé par une cour de justice militaire, en vertu de la loi de « Sécurité nationale », le dirigeant du Parti des Travailleurs, l'ancien président du syndicat des métallurgistes de São Bernardo, Luiz Inácio Da Silva, dit « Lula », a été condamné à 3 ans et demi de prison. Des douze autres syndicalistes, dix devront purger de 2 à 5 ans et demi dans les geôles brésiliennes. Leur crime ? Participation à la grève illégale des métallurgistes de São Paulo, pendant les mois d'avril et mai 1980. Destitués de leurs mandats syndicaux, ils avaient été alors arrêtés par des groupes paramilitaires et libérés un mois plus tard pour être poursuivis par la loi. Apprenant le verdict inique, Lula a déclaré : « S'ils arrêtent Lula aujourd'hui, demain surgiront dix Lula, puis beaucoup plus, au point qu'ils ne pourront plus les arrêter. »

Où, les syndicats brésiliens ont la peau dure, la dictature l'a appris à ses dépens...

Du syndicat corporatiste...

Les instigateurs du coup d'Etat qui renversa João Goulart le 1^{er} avril 1964 n'eurent que bien peu de mal pour contrôler les syndicats officiels : quelques « interventions » destinées à remplacer quelques dirigeants trop agités à leur gré, et le tour était joué, du moins le croyaient-ils. Ils héritaient en effet d'une structure syndicale corporatiste,

née de l'imagination fertile d'un de leurs prédécesseurs, Getulio Vargas, inspiré lui-même par la législation italienne... de Mussolini.

En 1937 naissent donc les syndicats brésiliens, des syndicats intégrés directement à l'appareil d'Etat, dépendant directement du ministère du Travail. Il suffit à un syndicat d'être reconnu par le gouvernement, il sera le seul interlocuteur, n'aura nul besoin d'adhérents. Tout travailleur doit verser en effet l'impôt syndical, un jour de salaire par an qu'il soit syndiqué ou non. Aussi la plupart des dirigeants syndicaux, à la veille du coup d'Etat, persuadés qu'ils participent à l'exercice du pouvoir, pétris par l'idéologie du « développement », se lancent-ils avec ferveur dans la collaboration de classe. C'est un tel système qui fonctionne encore aujourd'hui dans le Brésil de Figueiredo. Seulement, et déjà depuis les années cinquante, bien des grains de sable sont venus gripper la belle machine...

... à l'opposition syndicale

Dès les années cinquante, en effet, à la suite de grèves particulièrement dures, naissent des structures syndicales qui sont l'émanation des travailleurs eux-mêmes et de leur désir de se libérer des syndicats corporatistes. En 1958, à la suite d'une grève nationale des transports routiers et ferroviaires est fondé le Pacte d'unité et d'action qui, en

1962, rejoint la Commission Permanente des Organisations Syndicales pour former le Commandement Général des Travailleurs. C'est d'ailleurs cette création de la CGT qui fut l'un des principaux arguments utilisés par les auteurs du coup d'Etat de 1964.

Les syndicats ne purent guère résister au nouveau pouvoir, victimes de leur sous-estimation du travail de base dans l'entreprise et leur contestation insuffisamment profonde et définitive de la politique des syndicats officiels. Aussi est-ce sur de tout autres bases que se forgea l'opposition syndicale après 1964. Tout en travaillant à l'intérieur de la structure existante, elle en dispute la direction, impulse des luttes économiques et sociales mais mène en même temps une bataille politique, de concert avec les forces d'opposition, pour l'amnistie, mais aussi pour une « authentique démocratie » avec un « programme de classe minimum » pour « l'émancipation de la classe ouvrière ». Authentique démocratie dont elle jette les bases dans son fonctionnement même : les délégués sont révocables, les travailleurs eux-mêmes décident de la meilleure organisation.

Aujourd'hui les syndicats brésiliens se veulent des syndicats de lutte de classe. Et c'est dans la banlieue industrielle de São Paulo que leur force est aujourd'hui la mieux organisée et la plus combative, que les revendications strictement économiques laissent la place à des questions plus politiques, témoin la grève d'avril-mai 1980. Certes, les revendications portaient sur une augmentation de 15 % en plus du taux d'inflation mais aussi sur la garantie de l'emploi pour douze mois et surtout sur les droits syndicaux au sein de l'entreprise. L'histoire de cette grève est en même temps révélatrice des limites de l'ouverture de Figueiredo dans le domaine syndical et des raisons de telles limites.

L'ouverture minimum

Le droit de grève est légal au Brésil mais les conditions à remplir pour qu'une grève soit légale sont si restrictives, si compliquées que les sentiers de la légalité sont fort étroits. En l'occurrence, en mars 1980, les

syndicats de métallurgistes après d'infructueuses négociations avec le patronat, décident d'arrêter le travail le 1^{er} avril. Des discussions sont entamées avec le ministère du Travail pendant que l'armée survole en hélicoptère le stade de Vila Euclides où se réunissent les métallurgistes. Le 1^{er} avril, rien n'a été décidé par le tribunal régional du Travail. Le mouvement de grève s'engage alors. Le tribunal, qui s'était d'abord déclaré incompétent, éclairé sans doute par la justice, décide que la grève est illégale. Lula sera destitué de son mandat syndical, arrêté par des hommes en civil, armés de mitraillettes pour être finalement inculpé le 25 février dernier — la grève aura duré 45 jours.

En fait, il semble bien que le gouvernement brésilien, soucieux de contrôler tous les processus de libéralisation, ait jugé nécessaire de briser une opposition syndicale qui s'était engouffrée dans « l'ouverture » pour battre en brèche un régime du travail qui, pour l'essentiel, ressemble toujours malgré « l'ouverture » à celui de Getulio Vargas. Briser l'opposition syndicale... Voir l'« Et dix « Lula » se leveront... »